



1814-2014  
Bicentenaire  
Bakounine

**De l'écrasement de la Commune  
à l'effondrement de  
l'Internationale marxisée**

**Cercle d'Études libertaires – Gaston-Leval**



## **De l'écrasement de la Commune à l'effondrement de l'Internationale marxisée**

La guerre éclate entre la France et l'Allemagne le 19 juillet 1870. L'ensemble des sections de l'Internationale vont végéter pendant de longs mois à cause des difficultés économiques, du chômage, de la rupture des relations avec l'étranger. Quand après la chute de l'Empire, le 4 septembre 1870, la nouvelle de l'insurrection communaliste de Paris se répand, beaucoup de militants pensent que leurs rêves vont se réaliser. La Commune de Paris ne durera que du 18 mars au 28 mai 1871. Elle a été une révolution contre un gouvernement élu au suffrage universel, et tenta d'établir une organisation très proche du modèle préconisé par les fédéralistes de l'Internationale – ce qui n'échappa évidemment pas à Marx.

Après l'écrasement de la Commune, la direction de l'Internationale veut reprendre les choses en main et réorganiser le mouvement ouvrier international. Mais elle veut surtout régler une fois pour toutes les oppositions nées de divergences profondes d'approche sur la stratégie du mouvement ouvrier international.

### **L'OFFENSIVE MARXISTE**

#### **Avril 1870. — Scission dans la Fédération romande**

La Fédération romande s'était constituée en 1869, rassemblant les sections de Suisse francophone. Son journal, *L'Égalité*, était tenu par des membres de l'Alliance. Quelques-uns des plus remarquables articles de Bakounine y furent publiés. Mais il était évident qu'une scission se préparait. L'influence de l'Alliance, que Bakounine avait quittée, diminuait. Les socialistes gagnaient du terrain à Genève et ils finirent par mettre la main sur l'organe de la Fédération romande, dont les rédacteurs avaient été jusqu'alors des collectivistes. Entre les socialistes électoralistes Genève et les collectivistes du Jura, les divergences s'accroissaient et le Conseil général avait clairement pris position pour les socialistes genevois.

Dans les Montagnes, cependant, les sections se portaient bien. De nouvelles sections sont créées dans le Val de Saint-Imier, à Neuchâtel, à

Val de Ruz, etc. A la Chaux-de-Fonds, la Section de la propagande, nouvellement fondée, jetait les bases d'une Fédération locale. « Ainsi, l'Internationale atteignit le maximum de son développement au cours des années 1869-1870. Elle jouissait d'un pouvoir moral grâce au dévouement de ses membres les plus éminents et au prestige qu'elle avait acquis auprès des ouvriers qui commençaient à s'éveiller à l'idée de l'organisation <sup>1</sup>. »

La scission eut lieu au deuxième Congrès de la Fédération romande, du 4 au 6 avril 1870, à La Chaux-de-Fonds, lors duquel les socialistes anti-autoritaires et collectivistes du Jura et les socialistes genevois se séparèrent définitivement. On a voulu désigner les premiers d'« anarchistes », les seconds de « marxistes », mais ces qualifications ne sont pas adéquates, d'une part parce que l'anarchisme à proprement parler n'existe pas encore, d'autre part parce que les seconds ne sont que des socialistes tout ce qu'il y a de réformistes qui ne se réclament pas de Marx, bien que celui-ci les soutienne.

Il semble plus pertinent d'examiner la composition sociale de ces deux groupes. Chez les premiers, on trouve les ouvriers horlogers travaillant à domicile, des ouvriers du bâtiment de Genève, peu qualifiés, étrangers et qui subissent un chômage saisonnier. Chez les seconds, on trouve les ouvriers de la « Fabrique », qualifiés, intégrés à la société bourgeoise <sup>2</sup>.

Les anti-autoritaires et les socialistes ne divergeaient pas seulement par leur programme et leur projet politique, ils divergeaient aussi par leurs pratiques. Les premiers se sont toujours montrés conciliants à l'égard des socialistes ; ces derniers se montraient extrêmement mesquins. Les anti-autoritaires considéraient les socialistes comme des camarades, ces derniers considéraient les anti-autoritaires comme des adversaires. Ainsi, lorsque Schwitzguébel eût formé une section internationaliste dans le Val de Saint-Imier et qu'il eût demandé son admission dans la Fédération romande, cette dernière refusa d'admettre une section collectiviste. *L'Égalité*, passée entre les mains des socialistes, publiait des articles attaquant les collectivistes et leurs sections.

L'ordre du jour du congrès de la Chaux-de-Fonds contenait trois points de principe :

1. L'organisation des caisses de résistance..
2. La coopération.
3. L'action politique.

---

<sup>1</sup> Lewis L. Lorwin, *L'Internationalisme et la classe ouvrière* (Labor and Internationalism), 2<sup>e</sup> édition, Gallimard, 1933, p. 44.

<sup>2</sup> Cf. Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, éditions L'Âge d'homme, 1971.

Après la vérification des mandats des délégués et l'élection du bureau, Adhémar Schwitzguébel demanda l'admission dans la Fédération romande de la Section des graveurs et guillocheurs du Val de Saint-Imier, au grand déplaisir de la fraction socialiste de l'assemblée. Les délégués de cette nouvelle section, qui furent bientôt autorisés à siéger, renforcèrent la majorité libertaire du Congrès.

Mais les Genevois s'opposèrent à l'adhésion de l'Alliance qui pourtant s'était pliée aux exigences du Conseil général, s'était dissoute en tant qu'organisation internationale et s'était transformée en simple section locale. Les plus acharnés contre l'admission de l'Alliance furent les anciens membres du groupe. Une violente discussion s'engagea, les Genevois prirent tour à tour la parole pour accuser Bakounine et l'Alliance. La majorité de l'assemblée étant collectiviste, l'Alliance fut admise par 182 voix contre 21.

Le président du Cercle ouvrier où se tenait la réunion faisant partie de la minorité, il chassa les « collectivistes », et les deux groupes reprirent leur réunion dans des salles séparées, chacun s'affirmant comme romand et majoritaire. Le fait est que les collectivistes étaient majoritaires en nombre de délégués, tandis que les Genevois étaient majoritaires en nombre de sections. Selon Marianne Enckell, « il semble bien que les délégués genevois et chaudefonniens, en minorité au congrès, représentaient environ 1400 membres de l'Internationale, les autres Jurassiens guère plus de 600, auxquels on peut ajouter ceux des sections nouvellement admises »<sup>3</sup>.

Les deux groupes discutèrent – séparément – du même ordre du jour.

L'organisation des caisses de résistance ne fit pas de difficulté, tout le monde étant d'accord pour créer des caisses permettant d'aider les ouvriers dans leur lutte.

La coopération : les deux groupes s'accordaient sur le fait qu'elle ne saurait suffire pour émanciper le travail. Coopératives de production et de consommation ne peuvent suffire à émanciper les travailleurs, tout au plus peuvent-elles contribuer à soulager temporairement la misère. Pour les collectivistes, la coopération est la forme sociale qu'adoptera le travail après l'émancipation des travailleurs.

C'est surtout sur la question politique que les deux groupes s'opposent : deux résolutions radicalement différentes sont adoptées. Les socialistes préconisaient l'action parlementaire, tandis que les collectivistes étaient

---

<sup>3</sup> *Op. cit.* p. 33.

opposaient à toute participation de la classe ouvrière aux institutions parlementaires, c'est-à-dire bourgeoises.

La résolution des « Genevois » affirmait : « Nous combattons l'abstention politique comme étant funeste par ses conséquences pour notre œuvre commune ». Mais cette résolution précise qu'il est impossible de parvenir à l'émancipation par la voie électorale : « nous ne croyons point que nous puissions arriver à notre émancipation par la voie de la représentation ouvrière dans les conseils législatifs et exécutifs, (...) nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation qui ne doit pas être négligé par la tactique que nous avons à suivre dans notre lutte »... La résolution précise que le grand but reste « la transformation intégrale des rapports sociaux » et que « toute agitation politique sans rapports directs aux questions sociales serait nulle et stérile ». Enfin, la résolution affirme que l'Internationale « doit poursuivre énergiquement son organisation à elle, qui n'est que la forme préparatoire de l'avenir » – le fait que l'organisation de l'Internationale représente la forme de la société de l'avenir est un thème récurrent chez les collectivistes et chez Bakounine. Il aurait pu y avoir là un important point d'accord entre les deux courants, dans la mesure où les Genevois ne disent jamais que c'est l'État qui prend en charge la société de l'avenir.

Pour terminer, la résolution affirme que l'Internationale n'a pas à « intervenir comme corporation dans la politique actuelle », mais que chaque membre doit intervenir individuellement dans la politique <sup>4</sup>.

Comme la plupart des organisations qui, dans les premières années de l'histoire du mouvement socialiste, préconisent la participation aux élections, il est précisé ici qu'il ne s'agit que d'une tactique, d'un « moyen d'agitation ». Mais ce moyen d'agitation cesse rapidement d'être tactique pour devenir le fondement de la stratégie du mouvement socialiste.

La résolution des « collectivistes » prend le contrepied de celle des « Genevois » : l'État est « l'organisaion de l'exploitation bourgeoise » : il en résulte que « toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat ». Aussi est-il recommandé à toutes les sections de « renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales » et de ne se consacrer qu'à « la constitution fédérative des corps de métiers, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale. Cette fédération est la

---

<sup>4</sup> *L'Égalité*, 16 avril 1870, cité par Marianne Enckell, *op. cit.* pp. 35-36.

véritable Représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques ».

Parlant des résolutions socialistes, James Guillaume fait remarquer que sauf sur la question de la participation à la politique bourgeoise gouvernementale, « elles ne diffèrent guère des nôtres » :

« C'est qu'en réalité cette question de l'attitude à prendre à l'égard des gouvernements et des partis politiques était la seule qui fût en cause, qu'elle seule était l'origine et la raison d'être du conflit... »

Pour Guillaume, la participation aux élections était le moyen pour les politiciens socialistes de parvenir à des postes de pouvoir : « la possibilité de se faire élire députés et d'arriver à participer au gouvernement était le point capital pour les candidats futurs, les hommes d'État en perspective, les Grosselin et les Coullery ». Pendant les dix-huit mois qui suivent le congrès de la Chaux-de-Fonds, il y eut deux Fédérations romandes, ce qui ne simplifia pas les relations avec le Conseil général de Londres, qui montra évidemment sa préférence pour le comité de Genève.

Sur cet épisode de l'histoire de l'Internationale suisse, Marianne Enckell pose une question intéressante :

« Plus de souplesse dans les relations, moins de formalisme et de faux principes auraient-ils amenés les divergences ? Cela aurait du moins permis aux discussions de toucher les problèmes cruciaux, au véritable débat de s'engager, à la théorie du mouvement ouvrier de progresser moins cahotiquement que ce ne fut le cas <sup>5</sup>. »

Il est possible que si les militants de base des deux côtés avaient pu communiquer, une entente aurait été possible. Mais c'est oublier que les extrémistes des deux camps veillaient au grain. En outre, l'histoire ultérieure a largement démontré que jusqu'à la guerre de 1914, les social-démocrates ont systématiquement refusé tout dialogue avec les « anti-autoritaires » et leurs héritiers.

La rupture était de toute façon inévitable.

Dans la mythologie du mouvement anarchiste, la geste des collectivistes suisses, qui formeront la Fédération jurassienne, joue une grande part. C'est le combat titanesque des partisans de l'émancipation ouvrière par l'action directe contre les menées des réformistes qui veulent

---

<sup>5</sup> Op. cit. p. 38.

conduire le prolétariat à la collaboration avec la bourgeoisie. Il faut ramener les choses à leur juste proportion. Selon Marianne Enckell, il y avait en Suisse 477 abonnés à *La Solidarité*, le journal des collectivistes, dont le comité annonçait des effectifs de « tout au plus deux mille ». Mais ces effectifs vont décroître rapidement à mesure que le discours de la Fédération va se radicaliser.

### **17-23 septembre 1871. — La conférence de Londres**

Après la défaite de la France, Marx et Engels assistent avec quelque satisfaction au transfert du centre de gravité du mouvement ouvrier vers l'Allemagne. Ils y donnent même un petit coup de pouce.

La guerre avait provoqué d'importantes divisions dans l'Internationale. La création de l'Empire allemand suscite une importante vague de nationalisme chez les ouvriers allemands, chez les ouvriers suisses germanophones. Dans le contexte de l'immédiat après-Commune il était impossible d'organiser un congrès de l'Internationale. Le Conseil général décida donc de convoquer à Londres une Conférence, qui n'eut pas de pouvoir décisionnel, mais qui mit en place les mesures qui devaient être prises l'année suivante lors du congrès de La Haye en septembre 1872.

En sa qualité de correspondant du Conseil général pour l'Allemagne, Marx envoie le 28 mars 1870 une « Communication confidentielle » au Dr Kugelmann pour qu'il la diffuse auprès des chefs du parti socialiste allemand. Ce texte est une des innombrables pièces à mettre au dossier de la campagne de calomnies orchestrée contre Bakounine pour le discréditer politiquement : accusations d'être un agent du tsar, un escroc, un capteur d'héritage, etc. Déjà, à la veille du congrès de Bâle (septembre 1869), Liebknecht, qui avait accusé Bakounine d'être un agent russe, fut cité devant un tribunal d'honneur et reconnu avoir « agi avec une légèreté coupable »<sup>6</sup>. Cela n'empêcha pas Marx de reprendre l'accusation dans sa « Communication confidentielle », dans laquelle on apprend par ailleurs que Bakounine dispose de partisans fanatiques, qu'il veut établir sa dictature sur l'Internationale, qu'il a voulu capter l'héritage de Herzen... Marx avait déjà usé de telles méthodes en 1848 lorsqu'il était rédacteur de la *Nouvelle Gazette rhénane*.

Le « statut » de cette « communication » est curieux, car quoique prétendument « confidentielle », elle est rédigée au nom du Conseil général, porte l'en-tête de l'AIT et a donc un caractère officiel. Bakounine

---

<sup>6</sup> Bakounine prit acte des propos de Liebknecht, et déclara que si cela devait se renouveler, il répondrait « non plus la plume à la main, mais avec la main, sans la plume ».

ne put jamais se défendre contre les accusations portées contre lui dans cette circulaire car il n'en prit jamais connaissance. Le secret de ce document fut si bien gardé que James Guillaume n'en prit connaissance que lorsqu'il fut publié le 12 juillet 1902 dans la *Neue Zeit*, la revue du parti social-démocrate. Ce sont, avant la lettre, de véritables méthodes staliniennes <sup>7</sup>.

De son côté, Engels part en campagne pour discréditer Bakounine en Italie, en essayant de s'appuyer sur Cafiero. Il fait si bien que ce dernier rompt brutalement et se rallie à Bakounine. Lafargue tente le même jeu en Espagne, où l'Internationale était très développée : en 1873 elle comptera 25 601 membres et 331 sections. Lafargue tenta de saboter l'activité des Internationaux espagnols mais échoua lamentablement. Lui aussi fit si bien que les militants qui, tout d'abord le suivirent, finirent par se rallier aux bakouniniens.

Les « anti-autoritaires » s'opposaient à une centralisation excessive de l'organisation et à l'établissement d'un programme obligatoire qui ne correspondait à rien parce que le prolétariat européen se trouvait « dans des conditions si différentes de tempérament, de culture et de développement économique <sup>8</sup> ». Il paraissait donc peu opportun, ni souhaitable d'ailleurs, d'imposer un programme uniforme. Par ailleurs, les fédéralistes s'opposaient au projet de Marx de constituer des partis politiques axés sur la prise du pouvoir par l'action parlementaire.

Il était évident que les deux courants de l'Internationale allaient devoir s'affronter un jour ouvertement, et Bakounine recula ce moment autant qu'il put. Il dira plus tard :

« On sait comment cette conférence fut bâclée ; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale <sup>9</sup>. »

La conférence était formée de vingt-trois membres, dont six délégués belges [dont l'un était en même temps membre du Conseil général], deux

---

<sup>7</sup> On note dans ce texte de trois pages au moins six déformations outrancières et sept mensonges flagrants. Brupbacher écrivit à ce sujet dans *Marx und Bakunin* : « il n'y aura personne sur toute la surface de la terre, en dehors d'une poignée de fanatiques, à qui cette communication n'apparaisse comme imprimant sur le caractère de Marx une souillure ineffaçable. »

<sup>8</sup> Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, III, 179.

<sup>9</sup> Bakounine *Œuvres*, Champ libre, III, 167.

délégués suisses, un délégué espagnol, treize membres du Conseil général nommés par ce Conseil, et un inconnu sans mandat, dit James Guillaume. Sur les treize délégués membres du Conseil général et nommés par lui, sept qui siégeaient à titre de secrétaires correspondants des différents pays non représentés à la Conférence : c'étaient Engels pour l'Italie <sup>10</sup>, Marx pour l'Allemagne, Eccarius pour l'Amérique, Hales pour l'Angleterre, Rochat pour la Hollande, Cohn pour le Danemark, et Zabicki pour la Pologne. « Ces treize membres du Conseil général, *qui n'avaient aucun mandat*, formaient à eux treize la majorité de la Conférence, composée de vingt-trois membres <sup>11</sup>. » Mais Marx en avait désigné six autres pour le représenter.

« Il est juste d'ajouter à cette liste les filles de Karl Marx, qui furent admises à siéger à la dernière séance de cette Conférence secrète. La chronique ne dit pas si la Conférence leur donna voix délibérative ; elle aurait pu le faire sans déroger, car ces demoiselles avaient autant de titres à représenter le prolétariat international que le plus grand nombre des délégués <sup>12</sup>. »

Les bakouniniens pensaient résoudre à leur avantage ce qu'ils considéraient comme un simple conflit d'idées. Or Marx, qui lui-même était incapable de soutenir en public un débat contradictoire, et qui n'était jamais intervenu directement dans un congrès de l'AIT, craignait par-dessus tout que les bakouniniens ne s'expriment à un nouveau congrès. Il voulait à tout prix éviter le débat ouvert, et ce n'est que devant un auditoire soigneusement sélectionné qu'il consentit à s'exprimer. C'est ainsi que trois mois après la Commune eut lieu la conférence de Londres, le 17 septembre 1871. Celle-ci n'avait statutairement aucun pouvoir de décision et ne devait en principe régler que des questions administratives, mais elle prépara un certain nombre de mesures qui devaient être confirmées au congrès qui aurait lieu à La Haye l'année suivante, notamment l'exclusion de Bakounine, James Guillaume et Schwitzguébel. Il est clair que la Conférence de Londres, puis le congrès qui se réunira l'année suivante à la Haye, se donna pour objet de liquider les problèmes survenus lors du congrès de la Chaux-de-Fonds – c'est-à-dire de liquider les fédéralistes.

Les thèses marxistes l'emportèrent grâce à une majorité factice obtenue par des mandats truqués offerts à des hommes dont on était sûrs, des

---

<sup>10</sup> La fédération italienne ne fut créée que le 6 août 1872.

<sup>11</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, t. II, 3<sup>e</sup> partie, p. 194.

<sup>12</sup> *Mémoire présenté par la Fédération jurassienne*, 1<sup>re</sup> partie, p. 204.

délégués cooptés par le Conseil général, des fédérations non averties, en somme tout un arsenal de mesures qui feront leurs preuves dans les pires moments de l'histoire du mouvement ouvrier. Le comité fédéral du Jura en particulier, ne reçut pas de convocation.

## **12 novembre 1871. — Création de la Fédération jurassienne**

Après la conférence de Londres et les menaces qui pesaient sur les Jurassiens, ceux-ci ressentirent le besoin de regrouper leurs forces.

Peu après la Conférence de Londres, le comité fédéral décida, lors d'une réunion tenue à Saint-Imier le 30 octobre 1871, la convocation d'un congrès régional le 12 novembre à Sonvillier. Les délégués de huit sections jurassiennes du district de Courtelary et du canton de Neuchâtel, avec Guillaume et Schwitzguébel entre autres, se réunissent en congrès à et fondent la Fédération jurassienne. Ses statuts sont un modèle d'organisation antiautoritaire. Le congrès adresse également une circulaire à toutes les fédérations de l'AIT dans laquelle l'attitude du Conseil général est critiquée et les conceptions libertaires sont développées. La Fédération jurassienne devient ainsi le porte-drapeau de tous les adversaires du Conseil général de l'AIT.

La circulaire de convocation justifie ce congrès par deux motifs :

1. « ...nous pensons que l'Association internationale des travailleurs entre, dès maintenant, dans une nouvelle phase, car elle doit s'organiser de manière à pouvoir utiliser, au profit des travailleurs, toute lutte partielle qui pourrait s'engager entre ces derniers et la bourgeoisie. »

2. « ...l'attitude dictatoriale du Conseil général vis-à-vis des Sections. La Conférence tenue dernièrement à Londres a pris des résolutions qui nous concernent de près. Vous savez tous qu'une scission s'était produite au Congrès de la Chaux-de-Fonds en 1870. La minorité dissidente [*les Genevois et les coullerystes de la Chaux-de-Fonds*] s'est arrogé le titre de *Fédération romande*. Nous avions compté sur l'esprit d'impartialité qui devrait animer les membres du Conseil général, et nous espérions longtemps qu'il mettrait fin à ce conflit, en nous reconnaissant au moins le droit d'existence comme Fédération à l'égal de nos confrères de Genève. Eh bien, le Conseil général s'est enfermé dans un silence inexplicable. Il ne nous restait qu'une seule issue : c'était d'attendre la convocation du Congrès général, qui mettrait fin au conflit. »

Le Comité fédéral du Jura protesta auprès du Conseil général pour n'avoir pas été invité à la Conférence de Londres, et contesta le jugement que celle-ci pourrait prononcer à propos de la scission de la Fédération romande : une des parties au conflit n'était pas représentée à Londres et l'autre était à la fois juge et partie. La Conférence en outre n'avait pas les compétences lui permettant de trancher une question relevant des pouvoirs d'un Congrès annuel.

Le congrès de Sonvillier fut donc explicitement convoqué pour réorganiser la fédération sur des bases nouvelles et pour faire connaître aux autres fédérations de l'Internationale la position des collectivistes sur les « actes de la Conférence de Londres ». Le rapport du comité fédéral présenté au congrès fit le constat de la désorganisation dans laquelle se trouvait l'Internationale en Suisse. Certaines sections avaient cessé d'exister ; quant aux corps de métier, ils semblaient se désintéresser de l'activité de l'Internationale. Le Congrès nomma des commissions chargées de faire un rapport sur la Conférence de Londres et les actes du Conseil général ; sur la réorganisation de la Fédération et la revision de ses statuts ; sur le projet d'un Congrès ouvrier suisse.

Le congrès vota à l'unanimité une résolution qui devait mettre fin à la querelle avec les représentants du Temple-Unique :

« Le Congrès,

« Considérant que la Fédération romande, *dont le présent Congrès est le seul représentant légitime*, a perdu son caractère primitif par la retraite d'une partie des Sections qui la constituaient.

« Pense qu'il y a lieu de dissoudre cette Fédération, et la déclare dissoute.

« Considérant, en outre, qu'un Congrès des Sections romandes, réuni à Saint-Imier en octobre 1870, a discuté la proposition de constituer une Fédération nouvelle, qui porterait le nom de *Fédération jurassienne*, proposition qui a été écartée alors comme prématurée, mais qui est présentée de nouveau aujourd'hui par plusieurs Sections,

« Le Congrès décide de constituer, entre les Sections représentées au Congrès et celles qui y adhéreront, une Fédération nouvelle qui prend le nom de *Fédération jurassienne*. »

Les foudres de Marx allaient s'abattre sur la nouvelle fédération. Ce congrès confirme la décision du congrès de la Chaux-de-Fonds : les fédéralistes, majoritaires, et les sections du Jura détenaient légitimement la qualité de Fédération romande, et c'était bien, par conséquent, la Fédération romande qui décidait se transformer en Fédération

jurassienne. Le congrès adopta le projet de statuts présenté par la section de Neuchâtel :

« Ce projet fut voté par les délégués, sous la réserve de son acceptation ultérieure par les Sections. Il consacrait le principe de l'autonomie des Sections ; et il fournissait la preuve, réduit qu'il était à un très petit nombre d'articles, qu'on pouvait se passer du pesant bagage de réglementation minutieuse dont on surcharge ordinairement les statuts des associations <sup>13</sup>. »

Le congrès aborda évidemment la question des actes du Conseil général et des résolutions de la Conférence de Londres. Tous les délégués s'accordèrent pour condamner les manœuvres du Conseil général et les décrets de la Conférence de Londres. Le congrès réclama la convocation, à bref délai, d'un Congrès général qui confirmerait le maintien dans l'Internationale du principe d'autonomie. Une circulaire aux fédérations de l'Internationale fut rédigée, exposant les motifs de la création de la Fédération jurassienne et de la condamnation des résolutions de Londres, ainsi que de la nécessité de convoquer un congrès général. Le point le plus sensible de cette circulaire, du point de vue de Marx, fut sans doute l'insistance qui y est mise sur le fait que le siège de l'AIT avait été établi à Londres de manière fortuite, et que rien n'obligeait à l'y maintenir. C'est sans doute ce qui explique que, menacé de voir le siège du Conseil général lui échapper et s'installer à Genève, Marx fera tout pour qu'il soit transféré à... New York !

Sur le plan du fonctionnement des instances dirigeantes de l'Internationale, la circulaire rappelle que rien dans les statuts ne permet au Conseil général de s'arroger un quelconque pouvoir sur les fédérations et qu'il ne doit servir que de bureau central de correspondance entre les sections.

La circulaire expose que la composition du Conseil général a jusqu'à présent été décidée « en confiance », sur la base de listes présentées aux congrès « et qui portaient en majorité des noms absolument inconnus aux délégués ». La confiance allait si loin que « la faculté était même laissée au Conseil général de s'adjoindre qui bon lui semblerait ; et, par cette disposition des statuts, la nomination du Conseil général par le Congrès devenait illusoire. En effet, le Conseil pouvait, après coup, s'adjoindre tout un personnel qui en aurait modifié complètement la majorité et les tendances <sup>14</sup>. » C'est ainsi qu'au congrès de Bâle la confiance aveugle alla

---

<sup>13</sup> James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs* 3<sup>e</sup> partie, ch. 12, p. 227.

<sup>14</sup> James Guillaume, *Ibid.*, p. 230.

jusqu'à entériner une abdication volontaire entre les mains du Conseil général : au moyen de *résolutions administratives*, le Conseil général s'est vu attribuer le pouvoir de suspendre des fédérations.

James Guillaume explique à quel point la composition du Conseil général était devenue pratiquement inamovible :

« Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. Le mandat de membre du Conseil général est devenu, entre les mains de quelques individualités, comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association. Peu à peu, ces hommes, qui ne sont que nos mandataires, – et la plupart d'entre eux ne sont pas même nos mandataires réguliers, n'ayant pas été élus par un Congrès, – ces hommes, disons-nous, habitués à marcher à notre tête et à parler en notre nom, ont été amenés, par le courant naturel des choses et par la force même de cette situation, à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle. »

En soulignant que le maintien du Conseil général à Londres ne résulte que de la décision de chaque congrès, le congrès de Sonvillier montre que le siège peut être modifié à tout instant. La réclamation d'un congrès général est donc une menace ouverte contre Marx et ses amis. Ces derniers vont donc devoir réagir vigoureusement.

## 2-7 septembre 1872. — Le V<sup>e</sup> congrès de l'AIT à La Haye

Comme la Conférence de Londres n'avait pas de valeur décisionnelle, on convoqua un congrès, tout aussi truqué, qui se tint à La Haye en septembre 1872 et qui confirma l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume, Schwitzguébel passant à travers les mailles du filet. Le Conseil général se fit attribuer les pleins pouvoirs. « On lui donna, dit Bakounine, le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux ; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents dans tous les pays afin d'y intriguer en sa faveur <sup>15</sup>... »

---

<sup>15</sup> *Œuvres*, Champ libre, III, 107.

Le Conseil général se vit accorder le droit de « suspendre des branches, sections, conseils ou comités fédéraux, et fédérations de l'Internationale jusqu'au prochain congrès » (Art. 6 des Règlements généraux modifié). C'est grâce à cet article modifié que la Fédération jurassienne sera suspendue. Pour s'assurer des mandats sûrs au congrès qui devait être convoqué en septembre 1872 à La Haye, la conférence de Londres vota une résolution interdisant la constitution de sections de l'Internationale sous forme de sociétés secrètes. C'était évidemment une mesure contre l'Alliance bakouninienne – qui avait pourtant renoncé à son caractère clandestin et qui était devenue une section régulière de l'Internationale – mais aussi en principe contre toutes les sections constituées dans les pays où l'AIT et d'une façon générale le droit d'association était interdit.

Pourtant à La Haye se présentèrent des délégués français munis de mandats dont on ne savait pas de qui ils les tenaient : la vérification des mandats était impossible. Serrailleur, secrétaire du Conseil général pour la France (où l'AIT était interdite), arriva à La Haye les poches pleines de mandats. Six délégués français étaient connus par leur seul pseudonyme, sans indication de la ville dont ils tenaient leur mandat. Le seul qui annonça une ville – Rouen – se vit peu après désavoué par la fédération rouennaise parce qu'il avait voté avec le Conseil général alors qu'il avait le mandat impératif de voter pour les fédéralistes. Les Internationaux de Bordeaux s'aperçurent que leur délégué, qui avait reçu le mandat impératif de voter pour les fédéralistes, avait voté pour le Conseil général. Deux autres délégués français, Swarm et Walter – des pseudonymes – furent peu après arrêtés et passèrent en procès l'un à Toulouse, l'autre à Paris. On apprit ainsi que Swarm, agent du Conseil général à Toulouse, était un mouchard ; quant à Walter, agent du Conseil général à Paris, il se repentit et jura de devenir un adversaire acharné de l'Internationale <sup>16</sup>.

Une fois le congrès de La Haye terminé, le conseil fédéral anglais s'aperçut que le délégué qui le représentait n'était même pas membre de l'Internationale !

L'Allemagne ne possédait aucune section de l'Internationale mais seulement des adhérents individuels en très petit nombre. Elle ne pouvait donc envoyer au congrès des délégués réguliers. Pourtant, pour renforcer la position de Marx, neuf Allemands furent introduits comme délégués de sections – inexistantes – de l'AIT. Pour pouvoir voter au congrès, il fallait que les sections aient payé leurs cotisations. Or Bebel avait écrit dans le *Volkstaat* du 16 mars 1872 que les Internationaux allemands n'avaient *jamais payé de cotisations à Londres* ! Engels, qui tentait désespérément de

---

<sup>16</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol I, t. 2 p. 326.

susciter une présence allemande au congrès de La Haye, écrit à Wilhelm Liebknecht :

« Le Parti ouvrier social-démocrate veut-il se faire représenter au congrès ? si oui, comment pense-t-il au préalable se mettre en règle afin que ses mandats ne puissent pas être contestés au congrès ? Il faut pour cela : 1. qu'il déclare, non seulement *symboliquement*, mais encore réellement, et expressément, son adhésion à l'Internationale comme branche allemande, et 2. qu'il paie en tant que telle sa cotisation avant le congrès. La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes, sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre <sup>17</sup>. »

Il est clair, à lire ces lignes, qu'il *n'y a pas de section allemande de l'AIT*. Tout au plus peut-on parler de l'adhésion verbale de quelques dirigeants social-démocrates aux orientations politiques de leur maître à penser de Londres, *en aucun cas* de l'adhésion de travailleurs organisés à une organisation internationale.

L'argument justifiant l'absence de sections allemandes par la loi interdisant l'adhésion à l'Internationale n'est pas du tout recevable. Malgré la loi et la répression, il existait en France des sections effectives. En Espagne, les Internationaux subissaient une répression féroce, ce qui n'empêchait pas l'Internationale d'avoir plus de 20 000 adhérents.

Profitant de l'absence de toute opposition, le congrès de La Haye introduisit une modification importante des statuts en ajoutant un article *7a*. Marx avait toujours été obsédé par l'idée d'introduire dans les statuts de l'Internationale un article appelant à la constitution des travailleurs en partis politiques nationaux et à la conquête du pouvoir. Les « anti-autoritaires » s'étaient opposés à l'introduction de cette clause dans les statuts, estimant que l'article 7 était suffisant et que les fédérations de l'AIT devaient déterminer elles-mêmes leurs positions sur cette question. Marx et Engels profitèrent de la conférence et du congrès truqué pour inclure un article disant que « le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct » et concluant que « la conquête du Pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ». Techniquement, cet article *7a* n'a aucune valeur dans la mesure où la totalité des fédérations de l'AIT <sup>18</sup> ont désavoué les décisions

<sup>17</sup> Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 mai 1872.

<sup>18</sup> Sauf les Allemands qui ne représentaient rien.

du congrès de La Haye. Pourtant, les marxistes considèrent comme acquis que cet article fait intégralement partie des statuts de l'Internationale.

Le congrès de Bâle (septembre 1869), où pourtant les « anti-autoritaires » étaient majoritaires, avait naïvement et imprudemment accordé au Conseil général la possibilité de suspendre des *sections*. Marx fit remarquer à La Haye que l'extension de ce droit de suspension aux *fédérations* n'était en somme qu'une mise en conformité des statuts, puisque le Conseil général pouvait déjà suspendre une à une toutes les sections d'une fédération, et par là suspendre une fédération entière<sup>19</sup>...

Lorsque les fédérations adhérentes de l'AIT se rendirent compte de la manipulation dont elles avaient été victimes, elles désavouèrent les décisions de ce congrès truqué :

- la fédération jurassienne, le 15 septembre 1872 ;
- les délégués des sections françaises en octobre ;
- la fédération italienne en décembre, ainsi que la fédération belge ;
- la fédération espagnole en janvier 1873 ainsi que les fédérations hollandaise et anglaise.

Certes, toutes les fédérations n'étaient pas « bakouniniennes », et le désaveu des pratiques de Marx et de ses amis ne constituait pas un acte de ralliement au point de vue « anarchiste ». Ce désaveu exprime cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier n'était possible que sur la base de la solidarité concrète, comme le proposait Bakounine, et que la « puissante centralisation de tous les pouvoirs dans les mains du Conseil général » aboutissait à la dissolution de fait de l'AIT<sup>20</sup>.

## **L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT**

A La Haye, une commission de cinq membres avait été nommée pour rédiger l'acte d'accusation contre Bakounine et publier les conclusions de l'enquête contre le révolutionnaire russe. Malheureusement pour Marx, l'un des membres déclara Bakounine innocent des charges portées contre lui, et un autre fut démasqué comme étant un mouchard à la solde de la police. La commission était donc quelque peu discréditée pour rédiger les conclusions de l'enquête à charge. C'est donc le bureau du congrès, composé de six membres dont Marx et Engels, qui publia un mémorandum, quelques semaines avant le congrès qui devait suivre, à Genève :

---

<sup>19</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, Vol. I, tome 2, p. 338.

<sup>20</sup> Cf. *Œuvres*, Champ libre, III, 411.

« L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs », rédigé par Engels et Lafargue, avec des ajouts de Marx.

Ce document – en fait un pamphlet – était la principale pièce du « dossier d'accusation » : Bakounine est accusé, lui et l'Alliance, de vouloir détruire l'Internationale. Ce texte ne faisait que reprendre et développer la thèse d'un autre document, une communication confidentielle du Conseil général, « Les prétendues scissions dans l'Internationale ». Franz Mehring, le très orthodoxe biographe de Marx, dit à ce sujet que s'il fallait reprendre point par point les éléments de ce pamphlet « afin de vérifier ou d'infirmer l'exactitude des accusations qu'il contient », on aboutirait à un document d'au moins une dizaine de cahiers, travail que Mehring avoue ne pas vouloir faire. « Mais le lecteur ne perd pas grand-chose », ajoute-t-il, précisant que « ce document est très inférieur à tout ce que Marx et Engels ont pu publier » : il « ne consacre pas un mot aux causes internes responsables du déclin de l'Internationale ». Mehring ajoute : « Ce pamphlet n'a pas de valeur historique, c'est un réquisitoire partial dont le caractère tendancieux éclate à chaque page ; qui plus est, le traducteur allemand a jugé utile d'en rajouter et d'adopter un titre qu'eut envié un procureur général : *Complot contre l'Association internationale des travailleurs*. »

« Le déclin de l'Internationale était dû à de tout autres causes qu'à l'existence de cette Alliance secrète ; de toute manière le pamphlet contre l'Alliance n'apporte même pas le moindre début de preuve que cette Alliance ait vraiment existé. Sur ce plan la commission d'enquête nommée par le congrès de La Haye avait déjà dû se contenter d'hypothèses et d'approximations <sup>21</sup>. »

Dans les documents rédigés par Marx et Engels en vue d'exclure Bakounine de l'Internationale, la présence de l'Alliance revient de façon obsessionnelle et tourne à la paranoïa. Si, comme le dit Mehring, aucun document sérieux n'a pu être produit lors du véritable procès qui fut intenté à Bakounine et à son entourage lors du congrès de La Haye, cette Alliance a cependant réellement existé, mais pas sous la forme qu'imaginaient Marx et Engels. C'était simplement un petit groupe cohérent de militants, d'amis, qui se consacraient entièrement au développement de l'Internationale. L'exemple de l'Espagne est particulièrement frappant : le bakouninien Fanelli, membre de l'Alliance, se rendit dans ce pays en 1868 pour y propager les principes de l'AIT ; lorsque Bakounine fut exclu en 1872 il y

---

<sup>21</sup> Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, pp. 547-548.

avait en Espagne plus de 300 sections de l'Internationale et plus de 20 000 adhérents.

On ne peut pas dire, comme l'affirmaient Marx et Engels, que Bakounine voulait *détruire* l'Internationale...

Bakounine explique dans le *Rapport sur l'Alliance* que le caractère conspiratif de l'activité de l'Alliance était essentiellement dû au fait que les militants italiens, français, espagnols pouvaient être mis en danger dans des pays « où l'on était loin de jouir de la liberté et de la sécurité personnelle auxquelles on était habitué à Genève ».

« C'est probablement ce demi-secret qui fit accroire à M<sup>rs</sup> Duval et Guétat<sup>22</sup> qu'ils avaient été membres d'une société secrète. Ils se trompèrent. C'étaient des réunions discrètes, mais non secrètes. La discrétion nous était commandée par égard pour des hommes qui, en faisant une propagande subversive, couraient le risque d'être emprisonnés tant en Italie qu'en France, mais il n'y avait nulle autre organisation, que celle qui avait établie par le premier Règlement de l'Alliance, règlement si peu secret que nous l'avions publié nous-mêmes. »

Bakounine ajoute : « Il était entendu entre nous tous qu'on n'irait pas divulguer des correspondances étrangères qui pouvaient compromettre des amis faisant de la propagande dans les pays étrangers. » Il sera plus tard quelque peu ironique de voir des militants se réclamant du léninisme reprocher aux bakouniniens de prendre les mêmes mesures de sécurité que prirent les bolcheviks dans leur activité révolutionnaire en Russie...

Il est certain que de Londres, Marx ne risquait pas grand-chose.

## **Les deux congrès de Saint-Imier (15 septembre 1872)**

Aussitôt après le congrès de La Haye, la Fédération jurassienne convoqua un congrès extraordinaire, qui eut lieu le 15 septembre 1872. Adhémar Schwitzguébel – qui n'avait pas été exclu, au contraire de Bakounine et de James Guillaume – rendit compte de ce qu'il avait vu et entendu à La Haye. Le congrès jurassien vota une première résolution dénonçant la conduite du Conseil général à La Haye, qui a été

---

<sup>22</sup> En septembre 1868 Bakounine et la minorité socialiste quittent le Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, qui se tenait à Berne, et fondèrent l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste, qui élut un Bureau central provisoire dont Duval et Guétat firent partie. Guétat et Duval devinrent plus tard anti-bakouniniens.

« suffisamment suspecte de ne point représenter réellement l'opinion des sections composant la totalité de l'Association » ; par conséquent le congrès de la Fédération jurassienne ne reconnaissait pas « les résolutions prises au Congrès de la Haye, comme étant injustes, inopportunes et en dehors des attributions d'un Congrès ».

La seconde résolution déclare que les accusations portées contre Bakounine et James Guillaume, ainsi que leur exclusion, sont le résultat de « l'intrigue de quelques personnalités haineuses ». En conséquence de quoi, « le Congrès considère comme son devoir d'affirmer hautement qu'il continue de reconnaître, aux compagnons Bakounine et Guillaume, leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne. »

Une heure plus tard, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel rejoignent le congrès *international* de Saint-Imier – qui se tenait dans la même salle et qui avait été convoqué à l'initiative de la toute nouvelle Fédération italienne, créée trois semaines auparavant. Si le congrès international de Saint-Imier vota la rupture avec le Conseil général de Londres, son ordre du jour ne se limita pas à cela. Quatre questions étaient à l'ordre du jour. A propos de la Première question : « Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du Congrès de la Haye et du Conseil général », le congrès résolut ce qui suit :

« Le Congrès des délégués des Fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine<sup>23</sup> et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye, ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui ; et, pour sauvegarder leurs Fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces Fédérations. »

La deuxième résolution dénonce tout « pouvoir centralisateur ». L'unité de l'Internationale est fondée sur « l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays ». La majorité de La Haye a sacrifié « tous les principes de l'Internationale » ; en outre, le nouveau Conseil général,

---

<sup>23</sup> La toute nouvelle fédération américaine s'était scindée en deux. L'une d'elles, dite de Spring Street, se déclara fédéraliste le 19 janvier 1873.

disposant de pouvoirs accrus, « menace de détruire cette unité de l'Internationale par ses attentats contre sa liberté ». C'est pourquoi les délégués des fédérations et sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines décident de constituer un « pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle » auquel pourront se joindre tous ceux qui voudront y adhérer. Ces fédérations et sections établiront « des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque ». Enfin, lorsqu'une des fédérations ou sections sera « attaquée dans sa liberté », les autres fédérations ou sections se proclameront solidaires.

Ces deux premières questions étaient sans surprise, vu les circonstances. Elles établissent les bases d'un nouveau départ pour l'Internationale.

La troisième question débattue est d'un intérêt capital car elle traite de la manière dont l'Internationale aborde la « question politique ». Le congrès de Saint-Imier développe une attitude qui apparaît comme anti-sectaire : il refuse d'imposer au prolétariat une « ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale » : c'est là, est-il dit, « une prétention aussi absurde que réactionnaire ». Est donc reconnu *le principe de la diversité des voies vers le socialisme*. Les fédérations et sections se voient reconnaître le « droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure ».

Néanmoins, le congrès trace tout de même les limites de cette liberté. En effet, l'objectif que le congrès assigne au prolétariat est « l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique » : il est précisé que « cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ». De plus, le congrès prend clairement position contre toute organisation politique, qui ne peut être que « la domination au profit d'une classe et au détriment des masses » ; en conséquence, « le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ». Aussi le congrès conclut-il :

« Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

« 1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

« 2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être

qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

« 3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

Il s'agit donc d'une opposition sans ambiguïté à la stratégie politique marxiste de conquête du pouvoir politique, de dictature du prolétariat comme période transitoire. Il est intéressant de noter que ces deux points essentiels de la politique marxiste sont assimilés à une « politique bourgeoise » par les alliances électorales (les « compromis ») qu'ils impliquent.

On constate cependant qu'il y a une certaine contradiction entre l'affirmation du droit pour chaque fédération de l'Internationale de choisir sa propre voie vers l'émancipation, et l'opposition à tout pouvoir politique.

Pour l'instant cette contradiction ne semble pas insurmontable car les points développés par la 3<sup>e</sup> résolution restent relativement vagues : on peut interpréter la « destruction de tout pouvoir politique » comme un objectif dont l'échéance n'est pas précisée, et que « l'action en dehors de toute politique bourgeoise » est un point qui peut être généralement admis.

Dans l'immédiat après Saint-Imier, les deux paragraphes finaux de la 3<sup>e</sup> résolution, qui constituent en somme le Manifeste anarchiste de l'AIT anti-autoritaire, et qui, selon les termes de Marianne Enckell, « resteront dans la mémoire des anarchistes », seront considérés comme moins importants que le pacte de solidarité établi entre les fédérations. Ce n'est que plusieurs années plus tard qu'une résolution de l'AIT anti-autoritaire tranchera dans le vif en affirmant que tous les partis *quels qu'ils soient*, y compris socialistes, ne constituent qu'une « masse réactionnaire ». Mais à ce moment-là, les effectifs de l'AIT auront tragiquement fondu<sup>24</sup> et les fédérations que cette restriction aurait pu concerner seront parties.

La quatrième résolution est plus concrète ; elle aborde la question de l'adéquation entre l'action revendicative du prolétariat et le projet révolutionnaire. Les deux ne sont pas incompatibles, mais doivent se réaliser en dehors de tout gouvernement et de toute administration des masses populaires de haut en bas.

---

<sup>24</sup> On ne pouvait guère compter que sur la Fédération espagnole pour « gonfler » les effectifs de l'AIT mais à partir de janvier 1874, avec le coup d'Etat du général Pavia, l'Internationale espagnole est dissoute et passe dans la clandestinité jusqu'en 1881.

Toute amélioration immédiate de la condition ouvrière est immédiatement absorbée par le capitalisme, ce qui implique une lutte permanente. Celle-ci permet au prolétariat de fraterniser dans la communauté de ses intérêts, « elle le prépare pour la lutte suprême ». C'est pourquoi il faut « organiser et solidariser la résistance sur une large échelle ». La grève à ce titre est un « moyen précieux de lutte », mais il ne faut pas se faire d'illusions : elle n'est que le « produit de l'antagonisme entre le travail et le capital ». Elle permet de « fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive ». On retrouvera ces thèmes une génération plus tard dans le discours des syndicalistes révolutionnaires.

Ce qui est prôné, c'est « la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité ». Malheureusement, cette « libre fédération de tous les groupes producteurs » n'est jamais vraiment explicitée. Il est possible que la formule, pour les militants de l'époque, ait eu un sens qui allait de soi. Curieusement, c'est dans Proudhon qu'on lui trouve un sens. C'est assez paradoxal car les collectivistes de l'Internationale s'étaient opposés aux proudhoniens. La négation de la politique et de l'État est la conséquence de la mise en œuvre d'une *logique* totalement différente, difficile à appréhender parce qu'on est conditionné à n'envisager l'organisation de la société qu'à travers l'État. Cette « libre fédération » implique deux choses :

1. *Le mode d'organisation.* Les producteurs sont organisés en fonction de leur rôle dans le processus de production – entreprise, branche d'industrie, etc. Ils sont aussi organisés géographiquement dans des structures interprofessionnelles. Dans ce type d'organisation, que Bakounine a parfaitement décrit, il n'y a pas de « citoyens » mais des producteurs.

2. *Le flux des décisions.* Les orientations les grands choix politiques et sociaux sont discutés et déterminés dans les structures qui se trouvent au bas de l'organigramme et répercutés progressivement, à travers les structures intermédiaires, vers le sommet.

Cette organisation est appelée à se substituer à l'État. Les militants de l'époque avaient conscience que tout restait encore à défricher : il y aura, peu après le congrès de Saint-Imier, un débat pour savoir comment nommer cette organisation. Est-ce encore un État, faut-il continuer de nommer cette organisation « État », ou trouver autre chose ? Il reste que sur le fond du problème, le projet des « anti-autoritaires » est simplement de remplacer le

*pouvoir politique* de la bourgeoisie par le *pouvoir social* de la classe ouvrière.

Le premier sentiment qui se dégage du congrès international de Saint-Imier est que le projet qu'il met en place et la stratégie qu'il préconise reposent sur une ambiguïté. Nous avons souligné la contradiction entre le refus d'imposer une « voie unique » à l'émancipation et l'affirmation que l'opposition à l'« action politique » était la seule voie possible.

Cette contradiction se trouve chez Bakounine lui-même, car les points développés par la troisième résolution du congrès de Saint-Imier ne sont en somme que le résumé des idées du révolutionnaire russe, mais ils ouvrent la voie à des oppositions internes, qui existent déjà dans l'AIT anti-autoritaire, mais qui s'accroîtront, entre un courant qui évoluera vers le syndicalisme révolutionnaire et un courant qui s'affirmera explicitement anarchiste. C'est le congrès de Verviers en 1877 qui mettra la dernière touche à cette opposition en votant une résolution qui achèvera la transformation de l'AIT anti-autoritaire, d'organisation de masse en organisation affinitaire ou, si on veut, en organisation anarchiste « spécifique ».

Dans les textes d'obédience marxiste, mais pas seulement, la constitution d'une Internationale « anti-autoritaire » à Saint-Imier le 15 septembre 1872 est désignée comme une scission. Cela est totalement faux. L'Internationale « anti-autoritaire » n'est statutairement que la continuation de l'AIT fondée en 1864. Au congrès de La Haye, Bakounine (absent) et James Guillaume sont exclus dans des conditions anti-statutaires. Cette exclusion sera suivie par l'exclusion tout aussi bureaucratique de la Fédération jurassienne, qui refuse d'entériner les décisions de La Haye. La Fédération jurassienne sera ensuite soutenue par la quasi-totalité des fédérations de l'Internationale, qui seront, pour cela, elles aussi exclues...

Si on cherche « Association internationale des travailleurs » sur Google, on peut lire à propos de l'AIT « anti-autoritaire » : « La constitution de cette *nouvelle* internationale a lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 » et on y apprend que « L'Internationale "officielle" dénonce cette scission ». Cette vision est malheureusement parfois entérinée par les anarchistes eux-mêmes.

Le congrès international de Saint-Imier ne fut pas une scission, et l'AIT dite « anti-autoritaire » ne fut pas une « nouvelle » organisation ! Ce fut tout simplement un congrès extraordinaire de l'AIT qui décida que l'organisation créée en 1864 continuait, et qui décida des nouvelles

conditions dans lesquelles l'Internationale continuait. C'est tellement vrai que la numération des congrès, à partir du congrès ordinaire suivant, tenu à Genève en 1873, reprend naturellement la suite des congrès précédents !

C'est l'Internationale marxisée qui, dans les faits, a scissionné, en prenant des décisions antistatutaires qui ont été récusées par toutes les fédérations de l'Internationale.

## **Les Jurassiens après La Haye**

Pour la Fédération jurassienne, l'activité continuait normalement. Lorsqu'une grève de bijoutiers éclata à Genève, le comité fédéral jurassien entreprit de leur venir en aide. Un appel fut lancé aux sections de la Fédération romande, dans lequel il était affirmé que malgré les divisions sur les questions d'organisation et de pratique politique, « nous sommes frères dans la servitude économique ». La Fédération jurassienne tint son congrès annuel le 24 avril 1873. Un appel fut lancé à la Fédération romande et aux sections de langue allemande pour qu'elles participent à ce congrès. C'était nettement un appel à la réconciliation :

« Au lieu de continuer à récriminer, à nous accuser mutuellement, il nous paraît qu'il serait préférable de tenir compte des diversités de tempérament, de conceptions philosophiques et politiques... Nous souffrons tous également de l'asservissement du travail au capital ; nos misères économiques sont identiques. Il serait donc possible que les trois groupes internationaux de la Suisse, tout en conservant leur autonomie particulière et leur mode d'action propre, s'entendissent pour tout ce qui concerne les luttes économiques du travail contre le capital... Venez à notre congrès, venez-y en frères, vous serez reçus en frères ; ... nous vous donnerons des explications sincères, nous y discuterons fraternellement, comme des hommes qui ne recherchent que la vérité... Nous osons espérer que notre appel sera entendu, et que des délégations des sections de la Fédération romande et de la Suisse allemande viendront apporter à notre Congrès la bonne nouvelle que le désir de la paix est dans vos cœurs comme il est dans les nôtres. »

Pas grand monde ne répondit à cet appel : les bijoutiers de Genève, que les Jurassiens avaient soutenus, envoyèrent un salut télégraphique. Les ouvriers tailleurs de Genève, en réponse à l'appel conciliant du comité fédéral jurassien, exprimèrent par lettre leur « regret de ne pouvoir, pour cette fois, se faire représenter au congrès », dit James Guillaume. Un représentant de Genève, Rossetti, arriva après le début du congrès, mais la section qu'il représentait ne faisait pas partie de la Fédération romande et

son représentant était mandaté pour offrir ses bons services et amener une réconciliation. Rossetti ne comprenait pas pourquoi les deux fédérations, jurassienne et romande, ne pouvaient pas se réunir en une seule. La discussion qui s'engagea révéla, comme on va le voir, un fait stupéfiant.

Adhémar Schwitzguébel répondit qu'on pouvait bien oublier le passé, mais qu'une réunification n'était pas envisageable, et que les trois composantes<sup>25</sup> pouvaient vivre séparément et œuvrer ensemble sur le terrain de la solidarité économique. Rossetti ne comprenait pas cette attitude. James Guillaume lui expliqua alors que ce qui séparait les deux fédérations, c'était le congrès de La Haye et le Conseil général de New York : la Fédération romande avait approuvé le congrès de La Haye et reconnu le Conseil général de New York, qui avait exclu la Fédération jurassienne :

« Rossetti déclara qu'il n'avait jamais ouï parler de la suspension de la Fédération jurassienne, et qu'il ne savait pas ce que cela voulait dire ; qu'à Genève, dans son entourage, on n'en avait pas connaissance. Son opinion était qu'on ne devait pas prolonger un conflit qui ne profitait qu'à la bourgeoisie, et qu'il fallait se tendre la main<sup>26</sup>. »

James Guillaume précisa à Rossetti que la plupart des fédérations de l'Internationale s'étaient solidarisées avec les Jurassiens et que pour cela elles avaient été exclues. *Rossetti n'avait jamais entendu parler de cela !!!*

Le congrès vota en conclusion une résolution :

« Le Congrès jurassien remercie les Sections de Genève qui ont répondu à son appel de leurs manifestations sympathiques, et exprime le vœu de voir, dans un prochain avenir, tous les groupes internationaux de la Suisse s'unir sur le terrain de la solidarité économique, tout en conservant leur autonomie, et sans faire le sacrifice de leurs principes respectifs. »

Le congrès jurassien vota une résolution en faveur de la révision des statuts de l'Internationale, dont il sera question ci-après. Mais il engagea également un débat capital sur la création d'unions régionales de métier, de fédérations de métiers.

En fait, les soutiens traditionnels des marxistes à Genève – la Fédération romande – avaient disparu dans la nature. Leur journal, *L'Égalité*, n'avait plus de lecteurs ni de rédacteurs, dit James Guillaume, et avait cessé de paraître. Des dissensions sordides éclataient entre les

<sup>25</sup> Fédération jurassienne, Fédération romande et sections de langue allemande.

<sup>26</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II, t. 3, p. 70.

meneurs. Une assemblée générale, tenue le 11 janvier 1873, révéla que la section centrale de Genève n'avait plus que 13 adhérents...

## **Le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale (anti-autoritaire), Genève, 1<sup>er</sup> septembre 1873**

Le VI<sup>e</sup> congrès de l'AIT sera convoqué, dans la continuité des congrès précédents de l'Internationale, à Neuchâtel le 27 avril 1873, avec des délégués des fédérations anglaise, belge, hollandaise, suisse, espagnole, italienne et des délégués français. Le congrès se prononce pour l'autonomie des fédérations et l'abolition complète de tout conseil général et son remplacement par une coordination des tâches sous la responsabilité d'une fédération désignée aux congrès – mesure censée éviter la concentration indéfinie du pouvoir par une instance unique.

C'est à ce moment-là que Bakounine, fatigué et malade, décida de se retirer.

Après les manipulations qui avaient été mises en œuvre à La Haye par le Conseil général sous la direction de Marx, le congrès de l'Internationale anti-autoritaire décida de modifier ses statuts. Le principal point nouveau est l'article 3 : « Les fédérations et sections composant l'Association conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail. »

Un autre point important, qui découle de cet article 3 : Art. 6 : « La mission du Congrès est de mettre en présence les aspirations des travailleurs des divers pays, et de les harmoniser par la discussion. »

Ces dispositions représentent un point de vue beaucoup plus ouvert que celui défendu par l'Internationale scissionniste, qui entendait bien imposer l'article 7a ajouté au forcing aux statuts : lorsque la conquête du pouvoir politique devient « le grand devoir du prolétariat », il n'y a plus de discussion possible. La disposition d'esprit des marxistes participant au congrès de La Haye ne laissait pas de doute. James Guillaume rapporte à ce propos dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* :

« Le blanquiste Vaillant se borna à faire l'éloge de la force et de la dictature, en déclarant que ceux qui ne pensaient pas comme lui étaient des bourgeois ou des intrigants, et qu'une fois la proposition adoptée et intercalée comme article de foi dans la *Bible de l'Internationale* (textuel), tout international devrait être tenu de se conformer au programme politique qui y est tracé, sous peine d'expulsion. – Nous

serions curieux de savoir ce que pense la section romande de la Chaux-de-Fonds des opinions de son mandataire Vaillant <sup>27</sup>. »

En septembre 1873, les anti-autoritaires ont des raisons d'être satisfaits, puisque l'Internationale s'est débarrassée de Marx et de ses amis. Il ne s'agit en aucun cas d'une scission des opposants à Marx, dans la mesure où *toutes* les fédérations de l'Internationale avaient désavoué le Conseil général. Il s'agit incontestablement, à ce moment-là, d'une victoire écrasante des « anti-autoritaires ». Ainsi s'expliquent les propos que tint Bakounine dans une lettre qu'il écrivit à un correspondant, Zamfirij Konstantinovitch Ralli-Arbore : « Nous avons démoli l'Édifice autoritaire, l'anarchie est notre programme, par conséquent il n'y a pas lieu de reculer. »

## L'EFFONDREMENT DE L'AIT MARXISTE

### L'AIT en Allemagne

Le développement de l'Internationale en Allemagne fut à l'origine essentiellement le fait de Johann Becker, un vieux révolutionnaire de 1848, qui fut un temps membre de l'Alliance bakouninienne. Il avait organisé en 1865 un congrès des communautés dissidentes des associations lassalliennes et dénoncé la politique de soutien à l'État militaire prussien. C'est à partir du noyau le plus actif de ces communautés que fut constituée l'AIT. A une époque où Bebel et Liebknecht étaient occupés à organiser un mouvement anti-prussien en Allemagne du Sud, Becker avait réussi à créer des sections de l'Internationale dans les milieux d'opposition à Schweitzer, le chef de file des lassalliens. Bebel et Liebknecht, pendant ce temps, se désintéressaient totalement de l'Internationale et tentaient de constituer avec les démocrates bourgeois un parti national et légal. Marx, de loin, poussait les deux hommes à construire leur parti tout en leur reprochant de ne pas travailler au développement de l'AIT.

Marx était très soucieux que se développe en Allemagne un courant socialiste favorable à l'Internationale car son mandat au Conseil général était celui de représentant de l'AIT pour ce pays. Malgré le bilan quasi nul de ses efforts, il s'efforça constamment de surévaluer auprès du Conseil général les résultats qu'il obtint. Ses résultats étaient d'autant plus maigres que personne n'avait grâce à ses yeux, qu'il avait une fâcheuse tendance à injurier tout le monde et qu'il passait son temps à tenter de manipuler un

---

<sup>27</sup> 15 septembre.-1<sup>er</sup> octobre 1872.

courant contre l'autre. En Allemagne un des courants socialistes – les Lassaliens – était carrément opposé à l'Internationale. Quant à l'autre courant, dont c'était s'avancer bien vite que de les qualifier de « socialistes », ses deux leaders étaient plus préoccupés de rassembler dans les couches moyennes une opposition à la Prusse.

L'Internationale, à laquelle il était interdit d'adhérer, commença à faire parler d'elle lorsque les dirigeants des deux courants socialistes sentirent, par opportunisme, le besoin de s'appuyer sur une organisation internationale et ouvrière en entrèrent en concurrence pour s'attirer les bonnes faveurs de Marx. C'est alors que Bebel et Liebknecht opérèrent une véritable appropriation des résultats du travail – par ailleurs remarquable – qu'avait fait J.P. Becker pendant plusieurs années, alors qu'eux-mêmes étaient restés à peu près inactifs.

Dans l'ensemble d'accord avec Marx, Becker s'opposait cependant à lui parce qu'il préconisait d'organiser les fédérations de l'AIT par secteur linguistique plutôt que par secteur national, comme le voulait Marx ; en outre, Becker voulait leur donner une forme syndicale, ce qui aurait été tout à fait cohérent puisque l'AIT elle-même était une organisation de type syndical. A ce sujet Marx écrivit à Engels :

« Tu constateras que le vieux Becker ne peut s'empêcher de faire l'important. Son système d'organisation par groupes linguistiques démolit tous nos statuts et leur esprit, et transforme notre système tout naturel et rationnel en une méchante construction artificielle, fondée sur des liens linguistiques au lieu de liens réel que forment les États et les nations <sup>28</sup>. »

Cette déclaration, faite environ un mois avant le congrès de Bâle de l'AIT, expose de manière extrêmement concise et claire le projet de Marx et Engels et révèle quelles étaient leurs dispositions d'esprit concernant l'Internationale : il s'agissait de constituer des partis nationaux destinés à participer aux institutions parlementaires, diffusant l'illusion qu'ils pourront accéder au pouvoir – ce dont Bakounine avait démontré l'impossibilité pratique du fait que le prolétariat n'est pas nécessairement majoritaire et que les partis socialistes devront contracter des alliances qui dénatureront leur programme.

Il est certain qu'en préconisant une organisation fondée sur des critères linguistiques, on s'écarte du champ d'intervention légal des États : la stratégie parlementaire devient inopérante. Le fait que des hommes en lutte et parlant la même langue puissent s'organiser et communiquer,

---

<sup>28</sup> Marx à Engels, 27 juillet 1869, *Le parti de classe*, II, Maspéro, p. 153.

indépendamment de l'existence de frontières nationales, est donc qualifié de « construction artificielle », tandis que les États constituent des liens réels. Le problème que soulève Marx est en fait celui des finalités de l'organisation : les conceptions de Becker interdisent la participation du prolétariat aux institutions parlementaires des États <sup>29</sup>.

L'organe central des sections de langue allemande de l'AIT, le *Vorbote*, paraissait à Genève. Grâce à lui Becker influençait les sections en Allemagne, en Suisse, aux États-Unis. L'AIT restait clandestine en Allemagne mais elle fut, pour la diffusion des idées socialistes, un ferment qui contrastait avec l'activité des organisations strictement « politiques » dont les chefs se compromettaient dans des tentatives tous azimuts de constituer une force électorale. La section allemande fut représentée au congrès de Genève en 1866, et malgré la faiblesse de ses effectifs, les nouvelles du développement de l'Internationale dans les autres pays suscitait l'intérêt des travailleurs, si bien que Liebknecht et Schweitzer firent connaître leur sympathie à l'égard de l'Association. Liebknecht et ses amis donnèrent leur adhésion aux principes de l'AIT au congrès de Nuremberg.

En août 1869 à Eisenach, le nouveau parti social-démocrate s'affilia *théoriquement* à l'AIT et se déclara section allemande, « dans la mesure où les lois d'association le permettent ». Les lois allemandes, en effet, interdisaient toute affiliation à une organisation étrangère. Le parti d'Eisenach recommanda donc les adhésions individuelles à l'Internationale. Premier grand parti ouvrier électoraliste, le parti social-démocrate se développa considérablement et l'organisation antérieure de l'AIT en Allemagne déclina. Les sections créées par Becker furent vidées de leur substance.

Engels dira que le parti allemand n'avait avec l'Internationale qu'un rapport purement platonique : « Il n'y a jamais eu de véritable adhésion, même pas de personnes isolées » <sup>30</sup>, avoue-t-il dans une lettre à Théodore Cuno du 7 mai 1872. Le mouvement ouvrier, précise-t-il, est, « sous la direction de Bebel et de Liebknecht, *en principe* pour l'Internationale ».

En 1872, on trouve encore dans la correspondance d'Engels un écho du débat avec Becker. C'est à peine si celui-ci n'est pas traité de vieux

---

<sup>29</sup> Kautsky, qui s'efforçait de ne pas « persister dans le point de vue dépassé de Marx » sur la question nationale, pressentira en 1896 que « la communauté de langue constitue un lien bien plus solide que la communauté d'action dans les luttes politiques ». Cf. Claudie Weill, *L'Internationale et l'autre, les relations inter-ethniques dans la II<sup>e</sup> internationale*, Arcantère éditions.

<sup>30</sup> Marx-Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, p. 68.

radoteur qui a « toujours en tête les idées d'antan sur l'organisation, celles qui appartiennent à 1848 ». Cette lettre d'Engels à T. Cuno est étonnante<sup>31</sup>. L'auteur raille Becker et ses manies de conspirateur, comme si ce n'était là qu'une survivance du passé : « de petites sociétés, dont les chefs gardent entre eux une liaison plus ou moins systématique pour donner une direction commune à l'ensemble, à l'occasion un peu de conspiration... » Surtout, Becker est attaqué parce qu'il préconise que l'autorité centrale de l'AIT allemande ait son siège « en dehors de l'Allemagne », ce qui n'est pas illogique puisque l'AIT en Allemagne ne représente rien, étant interdite<sup>32</sup>. Mais l'organisation de l'Internationale, dit Engels, est trop vaste pour conserver le mode préconisé par Becker, elle est « trop puissante et a trop d'importance par elle-même pour qu'elle puisse reconnaître la direction de la section mère genevoise ; les ouvriers allemands tiennent leurs congrès et élisent leurs propres directions ».

En d'autres termes Engels oppose aux méthodes « conspiratrices » de Becker l'action légale du parti. Mais il se garde de dire que les méthodes conspiratrices ne sont justifiées que parce que *l'AIT est précisément interdite en Allemagne*, et il ne se demande pas si le développement de l'AIT dans ce pays ne représentait pas pour le pouvoir un danger bien plus grand que celui du parti social-démocrate – mais ce n'est pas là ce qui le préoccupe. Notons que dans d'autres pays où l'AIT est également interdite, celle-ci se développe tout de même... mais dans ces pays-là n'existe pas de système représentatif.

La section allemande de l'AIT ne fut plus représentée dans les congrès que par le parti social-démocrate et ses dirigeants qui, occupés exclusivement de politique intérieure, se désintéressèrent totalement de la question. Parti politique national bâti sur le même moule que les partis bourgeois, jouant le jeu des institutions, la social-démocratie allemande ne se souciait plus d'obligations devenues pour elle théoriques. Roger Dangeville essaie, sans conviction, de dédouaner les dirigeants socialistes allemands en suggérant qu'ils étaient « moins soucieux de l'adhésion formelle des militants à l'Internationale parce que l'organisation du parti fonctionnait correctement en Allemagne, et ce d'après les principes et les statuts de l'Internationale »<sup>33</sup> (*sic*). Dangeville suggère tout de même que

---

<sup>31</sup> Engels à Theodor Cuno, 7-8 mai 1872.

<sup>32</sup> Notons que dans d'autres pays où l'AIT est également interdite, celle-ci se développe tout de même...

<sup>33</sup> Marx, Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, note 35, p. 352. Notes et commentaires de Roger Dangeville.

Roger Dangeville (1925-2006) a adhéré au parti communiste en 1956, qu'il a quitté en 1966. Il publia alors la revue *Le Fil du temps* jusqu'en 1977. Il a en particulier contribué à la découverte d'inédits de Marx. Il fut le « maître d'œuvre » de compilations thématiques

les dirigeants allemands « eussent dû (...) opposer plus de résistance au gouvernement bismarckien interdisant les liaisons internationales ».

Dans la littérature des collectivistes vient constamment l'idée que la solidarité internationale des travailleurs fonde l'existence de l'AIT. Bakounine insiste sur le fait de l'incompatibilité entre la solidarité internationale et la politique de participation aux élections dans le cadre de l'État national. Les faits confirment cette crainte et Franz Mehring, le biographe de Marx, l'a parfaitement vu, qui constate que là où la stratégie de Marx était appliquée, l'AIT disparaissait : « *Là où un parti national se créait, l'Internationale se disloquait* <sup>34</sup>. » Cela a été *particulièrement* vrai de l'Allemagne.

On peut s'interroger sur cette section d'une organisation internationale qui fonctionne « correctement » d'après les principes de cette Internationale, tout en se désintéressant des questions internationales, et qui ne fait pas grand chose pour imposer son droit à adhérer à l'Internationale. Rappelons qu'il y avait des sections françaises actives de l'Internationale alors même qu'elles subissaient la répression sous le Second empire ; que le gouvernement belge exerçait une répression féroce contre le mouvement ouvrier. De même en Espagne, etc. Ainsi on peut lire un message de soutien des sections romandes aux sections belges, envoyé le 26 avril 1869 après la répression des grèves dans le Borinage : « Nous remplissons un devoir en vous exprimant toute notre indignation des massacres organisés par votre bourgeoisie, ainsi que contre les persécutions dont quelques-uns de vous sont l'objet... Nous approuvons vivement la conduite ferme et intelligente de votre Conseil général... » Cette adresse est signée par le Comité fédéral romand. A quoi répond une correspondance dans *L'Égalité* :

« Les tueries sont terminées à Seraing et dans le Borinage ; mais les grèves doraines continuent, calmes et pacifiques (...) la cause de ces grèves est : insuffisance du salaire des ouvriers mineurs ... la profession la plus pénible et la plus dangereuse qui existe ... (...) A chaque instant, nous nous attendons à apprendre l'arrestation de quelqu'un des nôtres,

---

d'écrits de Marx et d'Engels, accompagnées de longues présentations et d'un appareil de notes imposant, qui constituent des outils de travail exceptionnels. Notamment : *Écrits militaires – Théorie et stratégie*, L'Herne 1970 ; Friedrich Engels & Karl Marx, *Le syndicalisme*, Maspéro 1972 (2 volumes) ; Friedrich Engels & Karl Marx, *Le parti de classe*, Maspéro, 1973 (4 volumes) ; Karl Marx & Friedrich Engels, *La Russie*, U.G.E. 10/18 1974 ; Karl Marx & Friedrich Engels, *La Social-démocratie allemande*, U.G.E. 10/18, 1975.

<sup>34</sup> Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 533.

car après l'emprisonnement arbitraire de Hins, Croisier, etc., nous nous attendons à tout <sup>35</sup>... »

L'argument, avancé par Marx et ses amis, de l'interdiction légale d'adhérer à l'Internationale en Allemagne ne tient pas, sauf à penser qu'on doit nécessairement obéir aux lois iniques.

Il est certain qu'une agitation vigoureuse en faveur de la légalisation de l'AIT aurait évidemment effrayé les couches moyennes que le parti voulait ménager. Bakounine ne disait-il pas que la stratégie parlementaire était une négation de la solidarité ouvrière internationale ?

## **Le transfert du Conseil général de New York**

Une confusion incroyable régna à propos du transfert du Conseil général. Marx avait été d'accord dans un premier temps, puis changea d'avis. La principale raison devait tenir au fait que John Hales et quelques autres militants anglais s'étaient entre-temps retrouvés à la tête de l'Internationale.

Le rapport du II<sup>e</sup> congrès de la Fédération anglaise, tenu en janvier 1873, est instructif. Cette fédération était de création toute récente. Marx, qui avait besoin du soutien des bureaucrates des Trade Unions pour maintenir sa position au Conseil général, n'avait jamais encouragé la création d'une Fédération anglaise. Or l'éclatement de l'insurrection communaliste à Paris à la fin de la guerre franco-prussienne l'avait contraint à prendre position en sa faveur. Ne pouvant tout de même pas désavouer la Commune de Paris, il écrivit un ouvrage dans lequel il reprenait à son compte l'esprit de l'insurrection parisienne – alors même que les bureaucrates trade-unionistes avaient qualifié les communards de bandits. Du coup, Marx perdait le soutien des Trades Unions...

La création, après la Commune, d'une fédération anglaise n'arrangeait donc pas les affaires de Marx et d'Engels, surtout lorsque des militants de ladite fédération se trouvèrent à la tête du Conseil général, *mais pas sur les positions de Marx*. Celui-ci parlera du « soi-disant congrès de la Fédération anglaise » et du « congrès borgne » : « Ces messieurs ne représentaient qu'eux-mêmes » <sup>36</sup>, dit-il encore, ce qui est un comble lorsqu'on songe à ce que Marx lui-même représentait.

Les militants anglais s'opposaient au transfert à New York. Dans le rapport du II<sup>e</sup> congrès de la Fédération anglaise, on peut lire :

---

<sup>35</sup> *L'Égalité*, n° 16 du 8 mai 1869.

<sup>36</sup> Lettre de Marx à Friedrich Bolte, 12 février 1873.

« On prétend que les critiques que nous faisons de la translation du Conseil Général à New York vient simplement de ce qu'à nos yeux "un Conseil Général où ne siègent pas les citoyens Hales, Motershead, Jung, Bradnick, Mayo et Roach ne peut pas représenter d'Internationale". En réponse à cette insinuation, nous rappellerons simplement que dans la dernière séance tenue par l'ex-Conseil Général, le citoyen Jung proposa "que le Conseil Général n'eût plus son siège à Londres". »

Sachant que Jung avait été un proche de Marx, c'était une façon très diplomatique de dire que même chez les proches de Marx, il y en avait qui en avaient assez de lui. Et les « citoyens » en question (Hales, etc.) avaient donné leur accord pour que le siège du Conseil général soit transféré sur le continent. Ce qui, bien entendu ne faisait pas l'affaire de Marx parce qu'il n'y avait aucun appui.

Alors que Marx, avant le congrès de La Haye, s'était fortement opposé au *principe même* du transfert du siège de l'AIT, il crée lui-même la surprise en proposant le transfert à New York. Le rapport du II<sup>e</sup> congrès de la Fédération anglaise explique que « le motif de cette politique de girouette était, lorsque Marx et Engels soutinrent que le siège du Conseil général ne devait pas être changé, de s'assurer des votes des blanquistes membres du conseil qui désiraient que le Conseil général restât à Londres. Les blanquistes furent donc flattés d'abord, puis trahis plus tard ; quand on n'eut plus besoin d'eux on les jeta par-dessus bord ; aussi ont-ils dès lors donné leur démission de membres de l'Internationale <sup>37</sup>. »

Cette analyse corrobore tout à fait celle que fit Bakounine :

« M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués. Les blanquistes s'étaient rendus au congrès de La Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx lui-même, de pouvoir s'assurer la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se promettaient bien de rester les membres très influents. (...) Mais il est plus probable qu'il [Marx] avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au congrès de La Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands d'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Conseil général à New York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration <sup>38</sup>. »

---

<sup>37</sup> Cité par James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume, 5<sup>e</sup> partie, ch. 2, p. 32.

Le choix de New York n'était évidemment pas fortuit. En fait, en même temps que Marx manœuvrait pour exclure Guillaume et Bakounine de l'AIT, s'était développé parmi les militants les plus en vue de l'organisation, et de nationalités diverses, un désir de changer le siège de l'AIT pour que celui-ci échappât au contrôle de Marx.

Ce n'est que lorsque ce dernier se rendit compte que cette tendance était irréversible qu'il proposa New York, où se trouvaient de nombreux Allemands exilés, et en particulier Sorge, un partisan de Marx très sûr mais, dit Jung, qui « s'était rendu si déplaisant que personne n'aurait voté pour lui ». Marx promit que Sorge ne ferait pas partie du Conseil mais, ajoute Jung, « le premier acte du nouveau conseil fut d'appeler Sorge dans son sein comme secrétaire général »<sup>39</sup>.

Ce que dit Jung est exact, mais les choses se sont passées de manière plus tortueuse. En effet, Marx savait que Sorge ne serait jamais élu au Conseil général, malgré le fait que les hommes qui l'auraient élu étaient de son côté. Comme le dit Jung, Sorge était détesté de presque tout le monde. Aussi Marx fit-il insérer une clause dans le nouveau règlement qui *imposait* aux membres du Conseil général d'inclure des membres cooptés – ce qui laissait une place à Sorge<sup>40</sup>. L'incohérence atteignit son comble lorsque

---

<sup>38</sup> Œuvres, Champ libre, III, 151.

<sup>39</sup> Déclaration de Jung au Congrès de la Fédération anglaise, 26 janvier 1873.

<sup>40</sup> En proposant le transfert du Conseil général à New York, Marx n'ignorait pas le chaos invraisemblable dans lequel se trouvait l'AIT aux États-Unis. Il existait dans le pays des « sections », la plupart du temps fondées sur des bases linguistiques. La « Section 1 » de New York, fondée en 1869, était une section allemande issue de la *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*. Au début de 1870 fut fondée une section française et plus tard dans l'année une section tchèque. En septembre 1871 il y avait 19 sections, dont 16 ne parlaient pas anglais. Les différentes sections en appelaient au Conseil général de Londres pour régler leurs dissensions. Deux clans se constituèrent, le premier avec la section 1 (Allemands) soutenue par la plupart des sections allemandes et irlandaises, le second avec la Section 12, anglophone, ralliant à elle les Américains, deux sections allemandes et la plupart des sections françaises. La section 1 et ses partisans scissionnèrent, créant un nouvel organe dirigeant appelé Conseil fédéral. La section 1 et la section 12 en appelèrent au Conseil général de Londres pour régler le conflit. En mars 1872 le Conseil général de Londres suspendit la section 12 et ordonna aux deux organes exécutifs de s'unir en un seul comité provisoire en attendant le prochain congrès national. La section 12 continua son existence indépendante, convoquant un congrès à l'Apollo Theater à New York. Ce congrès désigna Victoria Woodhull comme sa candidate à l'élection présidentielle des États-Unis. Cette Victoria Woodhull était issue d'une famille de charlatans, avait vécu comme guérisseuse, elle avait inventé un élixir qui « embellissait la peau et clarifiait le sang ». Elle avait fait fortune, fondé un journal réformateur qui imprimait les documents de l'Internationale et s'opposa vigoureusement à la Section 1 de l'Internationale. Elle joua un rôle décisif dans la création de la première section de langue anglaise de l'Internationale.

Le premier congrès de l'Internationale aux États-Unis officiellement reconnue par

deux internationaux refusèrent leur nomination au Conseil général issu du congrès de La Haye. Le premier, Edward David, écrit dans *Le Socialiste* (New York, 20 octobre 1872) :

« Je refuse de siéger au Conseil général issu de ce congrès... Quel que soit son génie [*il s'agit de Marx*], je ne saurais l'estimer après les actes qu'il a commis avant et durant le congrès de La Haye. Je ne saurais non plus marcher à côté des hommes qui consentent à lui servir de compères dans la pitoyable comédie qu'il joue en ce moment au détriment de l'Internationale et du mouvement socialiste universel <sup>41</sup>. »

Le second, Osborn Ward, apprit sa nomination par la presse. Il écrivit au même journal à propos des préparatifs du congrès de La Haye :

« Je m'efforçais de trouver une excuse à tout cela en mon propre empressement de voir un rapprochement s'opérer entre tous. Mais quand vint la proposition d'élire des délégués au congrès de La Haye et que j'ai vu la même coterie qui avec un grand nombre de ses membres comme délégués des sections de l'intérieur, avait préparé sa liste, choisi le moment propice, massé son vote, élu son président de séance, pour agir d'une manière expéditive avec une habileté calculée, le résultat était connu d'avance <sup>42</sup>... »

Le transfert du siège de l'AIT à New York, où personne ne pouvait aller, avait donné le coup de grâce à l'organisation scissionniste. Bakounine n'ignorait pas que ce transfert du Conseil général à New York avait eu initialement pour fonction de permettre à Marx et Engels de continuer à exercer leur contrôle sur l'appareil dirigeant de l'AIT : le « gouvernement officiel, apparent, de New York » ne fait que cacher le pouvoir occulte réel de Marx et des siens, dit Bakounine, qui, faisant allusion à un article du *Volkstaat* du 28 septembre 1872, rappelle les raisons qui ont poussé Marx à faire ce transfert :

1. L'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes émigrés à Londres :
2. La défection de la Fédération anglaise de l'AIT envers Marx <sup>43</sup>, dont

---

Londres eut lieu le 6 juillet 1872, en présence de 22 sections, et devint la Fédération Nord-américaine de l'Association internationale des travailleurs.

<sup>41</sup> Cité par Arthur Lehning, Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, III p. 467 (note 363).

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Engels écrivit à Sorge le 16 novembre 1872 : « Par la mollesse des meilleurs parmi les

le secrétaire, John Hales, fut nommé secrétaire général de l'AIT.

Marx avait poussé les manipulation à un point tel que Eccarius et Jung, pourtant des proches, s'en prirent à la manière dont le congrès de La Haye avait été « fabriqué », aux décisions qui y avaient été prises et à la prétention du Conseil général d'imposer aux fédérations de l'Internationale un programme obligatoire. Jung reprocha à Marx et à Engels d'avoir fait du congrès de La Haye « une triste mystification ». Le congrès de la fédération anglaise, qui se tint à Londres le 26 janvier 1873, déclara la réunion de La Haye irrégulière et ses résolutions dépourvues de validité.

Bakounine devait ignorer par ailleurs que les militants de Genève avaient également demandé le transfert du Conseil général en Suisse.

Les derniers mois de la vie de l'AIT se situent sous le signe de la fiébrilité, ce que de nombreux témoignages confirment. Ainsi, Johannard, un des membres du Conseil général présent à La Haye, écrit à Jung le 9 septembre 1872 en évoquant le transfert à New York :

« Vous voyez d'ici la résolution déclarant que l'Association sera désormais un parti politique et le Conseil général transféré dans le Nouveau Monde ? Vous vous représentez le Conseil envoyant des *instructions ou des communications* aux Parisiens, aux Allemands, aux Espagnols ? Je vous jure qu'on rira bien en l'apprenant. (...) M[arx] et E[ngels] sont d'une maladresse inouïe, et d'une passion que rien n'égale, quelle qu'elle soit ; leur jeu déloyal révolte même leurs amis <sup>44</sup>. »

Ces quelques indications montrent que les anti-autoritaires ne sont pas les seuls à accuser Marx et son entourage d'intrigues et de machinations bureaucratiques. Le sentiment était à l'époque très largement partagé. Le discours marxiste qui a longtemps dominé accréditait l'idée qu'une vaste centralisation de l'organisation était indispensable pour assurer son efficacité, et que Marx était celui qui était le porteur de cette idée. La réalité était tout autre. Tout le monde ou presque en avait assez de Marx.

---

Anglais, Hales et Mottershead ont réussi à s'emparer du conseil fédéral. Une masse de délégués de sections imaginaires ont assuré momentanément à Hales la majorité... » L'accusation de tricherie portée par Engels est d'autant plus sujette à caution que c'est le procédé que lui et Marx ont employé pour exclure Bakounine, James Guillaume et la fédération jurassienne. Hales devint par la suite secrétaire du Conseil général de Londres pendant plusieurs mois.

<sup>44</sup> Citée par A. Lehning, Œuvres, Champ libre, III, 466.

Marx justifia ce transfert en disant que « chaque année des centaines de milliers d'hommes se rendent en Amérique, bannis de leur pays ou poussés par le besoin <sup>45</sup> », ce qui, d'ailleurs, ne semble pas compatible avec la « puissante centralisation » réclamée.

En fait, l'organisation d'une internationale ouvrière devenait trop complexe pour qu'elle puisse fonctionner sur un mode centralisé. Il ne s'agissait plus de quelques petits groupes d'ouvriers et d'artisans mais de fédérations ayant, comme en Espagne, plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. Dans une société devenue de plus en plus complexe, dans laquelle se déroulaient des affrontements de classe qui nécessitaient des prises de décision rapides et une bonne connaissance du contexte, imaginer qu'un petit groupe d'intellectuels puisse, de Londres, tout gouverner était absurde.

Ainsi le transfert, espéré par Marx au moment de la guerre franco-prussienne, du centre de gravité du mouvement ouvrier de France en Allemagne s'accompagne du transfert du siège de l'AIT en Amérique, entre les mains d'Allemands émigrés aux États-Unis. Ce nouveau Conseil général est en fait un auxiliaire de Marx ; ce dernier demanda à toutes les instances de l'AIT de lui envoyer les noms et adresses de tous les adhérents : personne ne répondit. Les pleins pouvoirs furent accordés à d'ex-membres du Conseil général de Londres pour traiter les affaires européennes.

Le Conseil général, qui avait été transféré par le congrès de La Haye à New York, déclara nulles et non avenues les résolutions de Saint-Imier et somma la fédération jurassienne de les annuler, ce qui impliquait la convocation d'un congrès extraordinaire. Sorge, nommé par Marx à la tête du Conseil général, donna aux Jurassiens un délai de quarante jours. Passé ce délai, la Fédération jurassienne serait suspendue. Pourtant, cet ultimatum n'impressionna guère les autres fédérations de l'Internationale : ainsi, la commission fédérale espagnole écrivit à New York le 22 février 1873 :

« Le Conseil général peut être assuré que, malgré le décret de suspension fulminé contre la Fédération jurassienne, elle continuera d'être reconnue par l'immense majorité des internationaux du monde <sup>46</sup>. »

L'un des premiers actes du nouvel organisme dirigeant de l'AIT fut de suspendre la fédération jurassienne (5 janvier 1873) qui, la première, s'était solidarisée avec Bakounine et James Guillaume. Marx et Engels

<sup>45</sup> Cité par A. Lehning, *Œuvres*, Champ libre, 411.

<sup>46</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II, t. 3 p. 58.

exprimèrent leurs regrets que le Conseil général de New York n'ait tout d'abord que *suspendu* la fédération jurassienne au lieu de l'exclure.

« Si donc le Conseil général de New York ne modifie pas sa façon d'agir, quel sera le résultat ! Après le Jura, il suspendra les fédérations scissionnistes d'Espagne, d'Italie, de Belgique, et d'Angleterre. Résultat : toute la racaille réapparaîtra à Genève et y paralysera tout travail sérieux, comme elle l'a déjà fait à La Haye, et compromettra de nouveau le Conseil général au profit de la bourgeoisie. Le grand résultat du congrès de La Haye a été de pousser les éléments pourris à s'exclure eux mêmes, c'est-à-dire à se retirer. Le procédé du Conseil général menace d'annuler ce résultat <sup>47</sup>. »

On a bien lu : en ne faisant que *suspendre*, au lieu d'*exclure* toutes les fédérations réfractaires aux diktats de La Haye, le Conseil général de New York compromet les plans de Marx !!!

Ceux qui connaissent bien le mouvement communiste savent à quel point l'argument : « Ils se sont placés d'eux-mêmes en dehors de l'organisation », a pu resservir par la suite. En d'autres termes, *Marx et Engels menacent d'exclusion de la Première Internationale le mouvement ouvrier organisé de l'époque* – sauf les Allemands qui, selon August Bebel, n'avaient *jamais payé de cotisations à Londres* <sup>48</sup> !

Le 30 mai 1873 le Conseil général de New York vote, selon des indications envoyées par Engels, l'exclusion de toutes les fédérations ou sections qui déclarent se désolidariser avec le congrès de La Haye. La rupture est ainsi consommée. Marx et Engels, avec autour d'eux une petite clique de fidèles, ont littéralement *exclu de l'AIT la quasi-totalité du mouvement ouvrier international de leur temps*, à l'exception de la social-démocratie allemande, qui se désintéressait de l'AIT et qui n'avait, d'ailleurs, pas le droit d'y adhérer selon les lois de l'empire allemand... Pensant s'être débarrassés que quelques trublions et être ensuite tranquilles, Marx et Engels ont en fait ouvert la boîte de Pandore.

Bakounine n'a donc pas tort de dire que l'AIT est séparée en deux camps : « d'un côté il n'y a à proprement parler que l'Allemagne » ; de l'autre il y a, « à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique et la Hollande et dans un avenir très proche les peuples slaves » <sup>49</sup>. Bakounine réaffirme l'inopportunité de

---

<sup>47</sup> Lettre de Marx à Sorge, citée par A. Lehning, *Œuvres*, Champ libre, III, 407.

<sup>48</sup> Bebel, *Volkstaadt* du 16 mars 1872.

faire de la question politique un principe obligatoire pour l'Internationale ; la solidarité sur le terrain des luttes nous unit, dit-il, tandis que les questions politiques nous séparent.

Pourtant, avant même la vague d'exclusions qui, à l'initiative d'une poignée d'hommes, allait s'abattre sur la quasi-totalité du mouvement ouvrier européen, Bakounine avait prévu la possibilité d'une coupure provoquée par Marx et ses épigones. Si les ouvriers allemands font une grève, s'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons ou contre la tyrannie politique de leur gouvernement, « le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? » Les exclus devront bien entendu soutenir les travailleurs allemands, « sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance. Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale »<sup>50</sup>. Le critère de classe reste donc chez Bakounine prépondérant. Voilà aussi qui répond aux accusations de germanophobie systématique de Bakounine : si le révolutionnaire russe voue une haine féroce à l'Allemagne bourgeoise et politique, l'estime qu'il porte au prolétariat allemand ne se démentira jamais.

## **Le congrès des scissionnistes marxistes de Genève**

La scission opérée par les marxistes fut entérinée par le congrès qu'ils convoquèrent le 8 septembre 1873 à Genève, une semaine après le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale « canal historique ».

Ce fut un congrès fantôme convoqué par un Conseil général devenu lui aussi fantôme. Personne ou presque n'y participa. C'est que le vent tournait :

1. Certains Internationaux de Genève, qui avaient constamment tiré à boulets rouges sur la Fédération jurassienne et les « anti-autoritaires », semblaient penser que le congrès de La Haye avait été trop loin et parlaient de conciliation. Les Suisses de Genève qui, jusqu'alors, avaient soutenu le Conseil général, semblaient vouloir faire défection et se rapprocher de l'Internationale anti-autoritaire, ce qui risquait de mettre les marxistes en minorité ;

2. Et ils entendaient faire transférer le siège du Conseil général à Genève, ce qui ne faisait pas *du tout* l'affaire de Marx-Engels.

---

<sup>49</sup> Œuvres, Champ libre, III, 149.

<sup>50</sup> Œuvres, Champ libre, III, 190.

Il fallait montrer à la face du mouvement ouvrier international la vitalité de cette organisation. Pourtant, ce fut un *fasco total*. Tous ceux sur lesquels Marx comptait se désistèrent poliment. Le congrès « marxiste », si on peut l'appeler ainsi, fut marqué par les mêmes falsifications et truquages de mandats que lors de la conférence de Londres en 1871 et du congrès de La Haye en 1872.

J.-P. Becker fut, comme d'habitude, le maître d'œuvre de ce congrès, en l'absence de Marx, qui ne s'était prudemment pas déplacé. Il écrivit à Sorge un mois plus tard (2 novembre 1873) :

« Nous attendions un plus grand nombre de délégués d'Allemagne et d'Autriche, où j'avais préalablement écrit en termes pressants, ainsi que d'Allemagne et d'Amérique. Quand nous fûmes déçus dans cet espoir, nous eûmes deux raisons pour une de recruter le plus grand nombre possible de délégués, tant pour nous assurer une majorité décidée que pour assurer la tenue du Congrès. Si la fabrication de délégués<sup>51</sup> n'avait pas réussi, nous aurions naturellement rendu impossible la tenue du Congrès par une retraite facile à motiver, mais, étant donné le Congrès précédent, qui avait fait tant d'impression dans le monde entier<sup>52</sup>, cela serait apparu comme une effroyable défaite morale, comme le triomphe des dissidents, et on aurait pu annoncer, avec plus de raison encore qu'on ne le fit en effet, la mort de l'Internationale. »

Craignant de voir les « autonomistes » venir en nombre, Engels envoie ses instructions à Sorge<sup>53</sup>, qui est à New York, afin d'empêcher le plus grand nombre de délégués « autonomistes » de participer au congrès. Il craint que « les Alliancistes mettent le paquet pour se présenter en masse au congrès, tandis que chez nous tout le monde s'endort ». Il déclare qu'aucun délégué français ne pourra venir. Les Allemands, « sont très déçus et flapis depuis le Congrès de La Haye, où ils s'étaient attendus, par contraste avec leurs propres empoignades, à un climat de fraternité et d'harmonie ». Du Danemark, « on n'a aucune nouvelle ». D'Angleterre « ne pourra venir qu'un petit nombre de délégués » dit Engels – il n'en viendra aucun. Engels doute les Espagnols envoient un seul délégué. « Quant aux Genevois, ils ne font rien ». « Aussi faut-il s'attendre à ce que

---

<sup>51</sup> *Delegiertenmacherei*.

<sup>52</sup> Becker parle du congrès de La Haye, qu'il interprète comme un succès éclatant.

<sup>53</sup> Lettre du 3 mai 1873. *Marx Engels correspondance*, Éditions sociales, tome XII, pp. 281-282

la représentation au Congrès soit très faible et que les bakouniniens y aient plus de monde que nous ». Engels se console en se disant : « nous les expulserons au besoin à coups de poings ».

Pour assurer la victoire du congrès marxiste, Engels donne à Sorge la liste de toutes les fédérations et sections dont il doit s'assurer qu'ils ont bien quitté l'AIT. Alors, dit-il « on aura mis le holà à la ruée des Bakouniniens ». En réalité, les opposants au Conseil général marxisé ne se préoccupaient pas de ce qui allait se passer au congrès des « autoritaires » et n'entendaient absolument pas y participer.

Engels donne même la liste de ceux qui doivent faire partie de la commission de vérification des mandats – la manipulation des délégations est devenue une habitude. La correspondance de Marx et de ses proches à cette époque concerne en grande partie l'attribution de mandats donnant aux uns et aux autres les pleins pouvoirs pour tel ou tel pays : Engels pour l'Italie, Wroblewski pour la Pologne, Lafargue pour l'Espagne, etc.

C'est eux que Bakounine appelle les « agents secrets » de Marx et que James Guillaume appelle ses « proconsuls ».

Transféré par la volonté de Marx à New York, le Conseil général, confié par des manœuvres bureaucratiques, encore une fois, à la direction de Sorge, un disciple exalté de Marx, se retrouva coupé des forces vives du mouvement ouvrier européen, et périclita. Il continua pendant un temps d'enregistrer les décisions que prenait Marx de Londres, et qui n'eurent aucun effet. Les fédérations vivantes et actives que les manœuvres de Marx et Engels avaient éloignées du Conseil général ne revinrent pas, d'autant moins qu'elles avaient été formellement exclues.

Il n'y avait plus personne avec Marx. Dès lors, parler d'Internationale germanisée n'est pas vraiment exact. Tout au plus peut-on dire qu'une petite poignée d'Allemands se trouvaient avec un appareil dirigeant, le Conseil général, vide de troupes. On a dit ce qu'il en était de la social-démocratie allemande : aucune structure n'adhérait à l'Internationale. La fin de l'Internationale marxisée fut pathétique. Marx n'avait avec lui que les socialistes allemands, autrichiens et suisses alémaniques. La microscopique section des États-Unis était elle-même formée presque exclusivement d'immigrés allemands.

Déjà, Engels avait dû racler les fonds de tiroirs pour trouver des adhérents allemands afin d'avoir une représentation au congrès de La Haye. L'historien bolchevik Steklov reconnaît qu'« il n'y avait en réalité aucune fédération nationale derrière le Conseil général »<sup>54</sup>.

---

<sup>54</sup> *Je souligne.* Georg [Iuri] Stieklov [Steklov], *Die Bakunistische Internationale nach dem Haager Kongress*. Ein Beitrag zur Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation,

En fait, les rats avaient quitté le navire.

Engels dira à Sorge dans une lettre du 12 septembre 1873 : « La vieille internationale est complètement finie et a cessé d'exister. » Il s'en réjouit : il accuse les proudhoniens belges d'être jaloux des communistes allemands et de se jeter dans les bras des aventuriers bakouninistes. Il se réjouit également du transfert de la direction de l'AIT à New York mais en même temps constate que là-bas tout est fini. Et il prédit que la prochaine internationale, après que les écrits de Marx auront agi, sera directement communiste et « implantera nos principes ». Encore une fois, la question est posée en termes d'hégémonie d'une doctrine sur une autre.

« Ce congrès fut un *fiasco* », écrit encore Engels à Sorge, le 27 septembre 1873. Marx et Engels se retrouvent totalement isolés ; toutes les fédérations ont désavoué la décision de La Haye, sauf les Allemands et les Suisses de Genève. Commentaire de Bakounine :

« Après avoir lancé beaucoup d'injures à droite et à gauche, comme pour bien constater leur majorité genevoise et allemande, ils ont abouti à un produit hybride qui n'est plus l'autorité intégrale, rêvée par M. Marx, mais qui est encore moins la liberté, et ils se sont séparés profondément découragés et mécontents d'eux-mêmes et des autres. Ce Congrès a été un enterrement <sup>55</sup>. »

## La Fédération anglaise et la bureaucratie de l'AIT

La bureaucratisation de la direction de l'Internationale avait atteint des sommets. Ce n'est pas pour rien que le concept d'« autoritaire » lui était appliqué. Le terme « anti-autoritaire », qui signifie alors « anti-bureaucratique », est apparu pour distinguer les sections et fédérations qui s'opposaient à la centralisation bureaucratique de l'Internationale opérée par Marx et son entourage. John Hales, membre du comité anglais de l'Internationale, raconte les déboires qu'il eut avec la bureaucratie de l'organisation alors même qu'il en était secrétaire général :

---

supplément à la *Neue Zeit*, avril 1914.

(<http://archive.org/stream/diebakunistische00stek#page/n1/mode/2up>)

« Abgesehen o sehr schwach war und sich hauptsächlich auf die deutschen Emigranten beschränkte, die dabei im Streite miteinander lagen, stand eigentlich keine Nationalföderation hinter dem Generalrat. » (« En dehors des États-Unis où à l'époque le mouvement était encore très faible et essentiellement limité aux émigrés allemands, qui se querellaient les uns avec les autres, il n'y avait en fait derrière le Conseil général aucune fédération nationale. »)

<sup>55</sup> Bakounine, « Lettre aux compagnons de la fédération jurassienne », première quinzaine d'octobre 1873.

« Celui qui n'a pas connu le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. C'est ainsi que, lorsque j'étais secrétaire général de ce Conseil, *je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent*. Autre exemple : un jour le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol ; mais le signataire de cette lettre, le citoyen Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre ; le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol : le citoyen Engels refusa formellement. Dernièrement, il nous a fait le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne <sup>56</sup>. »

Le lecteur a bien lu : Hales, qui a été pendant plusieurs mois secrétaire général du Conseil général de l'AIT, ne pouvait avoir accès aux adresses des fédérations sur le continent parce que Engels bloquait l'information <sup>57</sup>.

Les explications que donna Hales au congrès de la Fédération anglaise du 20 janvier 1873 éclairent les raisons du comportement d'Engels. Un certain Milke figurait à la Haye comme délégué de la *Section de Berlin*. Peu après, John Hales, en tant que le secrétaire de la Fédération anglaise, écrivit à un membre de l'Internationale résidant à Berlin, Friedländer (qui avait siégé à la Haye comme délégué de Zürich), à propos d'une grève de relieurs ; Friedländer répondit à Hales *qu'il n'existait pas de Section de l'Internationale à Berlin* <sup>58</sup>. Engels ne voulait à aucun prix qu'on découvre toutes les manipulations dont lui et Marx avaient été coupables.

Le rapport du 2<sup>e</sup> congrès de la Fédération anglaise donne une idée de ce que serait l'Internationale si les vues centralistes de Marx et Engels dominaient. John Hales avait été suspendu de sa fonction de Secrétaire

---

<sup>56</sup> Lettre reproduite dans James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume p. 25.

<sup>57</sup> John Hales, lettre au Comité fédéral de la Fédération jurassienne, 6 novembre 1872. *L'internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, p. 25.

<sup>58</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, tome I, p. 325. Éditions G. Lebovici.

général parce qu'il avait proposé que le Conseil fédéral anglais corresponde directement avec les autres conseils fédéraux de l'Association internationale des travailleurs, sans passer par la « voie hiérarchique ». Donc, toute décision d'une fédération doit passer d'abord par le Conseil général pour avoir son aval.

En suivant cette logique, dit le rapport de la Fédération anglaise, si une grève éclatait en Angleterre ou en Écosse et que les ouvriers de ces régions étaient menacés par le recours à des ouvriers du continent, « le Conseil fédéral anglais serait tenu d'écrire à New York au Conseil général pour prier celui-ci d'écrire à son tour aux Conseils fédéraux d'Europe afin de les prévenir d'empêcher le départ d'ouvriers pour la Grande-Bretagne ! »

C'est évidemment absurde, et un tel mode de raisonnement « suffit à prouver combien peu ces hommes, qui appartiennent à la bourgeoisie, connaissent les besoins réels des travailleurs. Ce sont eux qui ont si bien intrigué et tripoté dans les affaires de la Fédération anglaise, que c'est merveille si cette Fédération existe encore »<sup>59</sup>.

### « La caisse du Conseil général était vide »

Aucun Américain n'assista à ce congrès des scissionnistes parce que « la caisse du Conseil général était vide », selon une lettre de Sorge à Engels. Ce dernier refusa même de représenter Sorge, ne voulant pas se compromettre dans un congrès dont tout le monde sentait qu'il se présentait mal. Sorge, qui n'avait pas d'argent pour venir à Genève, en envoya à Sérailler pour qu'il assiste au congrès. Un Italien, Bignami, s'était lui aussi poliment désisté.

Sérailler annonça ensuite qu'il ne viendrait pas au congrès, et le conseil fédéral anglais non plus. Il ne restait que des Genevois. Il était évident qu'il n'y aurait pas grand monde, à part les Suisses. Or il était vital d'empêcher que les projets de Marx-Engels-Sorge & Co soient contrariés. Becker joua le rôle de metteur en scène dans la comédie qui allait se dérouler, et fit en sorte qu'il y ait quand même quelques délégués, et que ces délégués votent correctement. Il fut sauvé par l'arrivée d'un Autrichien, Heinrich Oberwinder, qui faisait partie de l'aile droite du mouvement socialiste autrichien<sup>60</sup>. Sous le nom de Schwarz, Oberwinder s'entendit avec Becker à qui il remit une douzaine de mandats autrichiens sortis d'on ne sait où, qui furent distribués à des Allemands de Genève. Becker se trouva ainsi en

---

<sup>59</sup> Cité par James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume, 5<sup>e</sup> partie, ch. II, p. 32. Éditions G. Lebovici.

<sup>60</sup> Ce garçon tourna mal : il rejoignit ensuite le mouvement chrétien social antisémite.

position de contrer les Genevois dont la proposition de transfert du siège du Conseil général fut rejetée par 11 voix contre 7.

Becker, l'exécutif des basses œuvres de Marx, se vanta dans une lettre à Sorge du 22 septembre 1873 :

« Avant même que fussent arrivées ici les fâcheuses nouvelles concernant l'abstention de Serrailier et du Conseil fédéral anglais, j'avais, pour donner plus de prestige au Congrès par le nombre de ses membres, et pour assurer la majorité à la bonne cause, fait surgir de terre, en quelque sorte, treize délégués d'un seul coup, et le résultat, en fin de compte, dépassa de beaucoup mon attente. Tu auras appris par Serrailier et par le Conseil fédéral anglais, – qui ne pourront jamais faire excuser leur absence, à plus forte raison la justifier, – les circonstances particulièrement difficiles résultant d'une certaine dislocation de la Fédération romande. Les Genevois firent tous leurs efforts pour transférer le Conseil général ici, mais la solide union des délégués allemands et suisses allemands réussit à empêcher ce qui eût été, en pareilles circonstances, un événement très malheureux. »

Ce spécialiste de la *delegiertenmacherei* (fabrication de délégués) n'en resta pas là : il se vanta également dans une lettre du 2 novembre d'avoir manipulé la composition de la commission de vérification des mandats, où il réussit à faire passer douze délégués de sa fabrication. Becker commente :

« Si la chose n'avait pas réussi, nous aurions naturellement rendu la tenue du Congrès impossible par une retraite facile à motiver ; mais, étant donné l'importance qu'avait eue l'autre Congrès aux yeux de tout le monde, c'eût été pour nous une effroyable défaite morale et un triomphe pour les dissidents <sup>61</sup>. »

Malgré cela, la commission de vérification des mandats refusa de reconnaître certains délégués dont les mandats étaient jugés vraiment *trop* fantaisistes. L'enthousiasme de Becker semble cependant quelque peu tombé. Il est très remonté contre les chefs qui ne montent pas au créneau pour soutenir leurs (maigres en la circonstance) troupes. Dans une lettre du 2 novembre, il se plaint à Sorge :

« Que devient donc cette solidarité tant vantée et si chaudement recommandée si l'on reste chez soi quand on voit le char social embourbé, en laissant à quelques camarades le soin de le tirer de

---

<sup>61</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II t. 3 p. 138.

l'ornière, afin de pouvoir dire, si les choses tournent mal, qu'on n'était pas, et de se soustraire ainsi à toute responsabilité, tandis qu'au contraire toute la faute d'un insuccès devrait à juste titre retomber sur de telles abstentions ? Que le diable emporte ces je-m'en-foutistes qui tremblent de perdre leur renom de grands hommes ! S'ils pensaient qu'il y eût du danger, ils étaient doublement tenus de venir <sup>62</sup>. »

Ce congrès fut si lamentable que les résolutions n'en furent *même pas publiées*. On décida de ne pas convoquer de congrès l'année suivante, mais deux ans plus tard, à New York. C'était un échec retentissant pour Marx, qui reconnut lui-même que le congrès fut un « *fiasco* » <sup>63</sup>.

Mais la fin de l'Internationale « marxiste » ne chagrina pas particulièrement Marx. L'essentiel était d'éviter que le Conseil général ne tombe entre des mains que Marx et ses proches ne contrôlaient pas, comme cela apparaît à l'évidence dans la lettre que Marx écrivit à Engels le 27 septembre 1873 :

« Étant donné les conditions actuelles de l'Europe, il est absolument utile, à mon avis, de faire passer à l'arrière-plan pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale, en ayant soin seulement, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York, afin d'empêcher que des imbéciles comme Perret ou des aventuriers comme Cluseret ne s'emparent de la direction et compromettent la cause. »

En fait, le « point central de New York ne présentait aucun intérêt stratégique, comme on va le voir, puisque même New York va échapper des mains de Marx.

## Dissolution du Conseil général

En août 1874, Sorge, que tout le monde détestait, y compris les marxistes, proposa la dissolution du Conseil général de New York ; il fut en fait remplacé par un autre Allemand, Speyer. Mais même à New York la situation échappe à Marx :

« À New York, les emmerdeurs et les mouches du coche du Conseil général ont eu la majorité, si bien que Sorge a démissionné et s'est retiré. Maintenant, nous ne sommes plus responsables pour quoi que ce soit dans le bazar. Quelle chance que nous possédions les protocoles <sup>64</sup> !

---

<sup>62</sup> Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, p. 137.

<sup>63</sup> Lettre de Marx à Sorge, 27 septembre 1873.

<sup>64</sup> Engels à Marx, 21 septembre 1874.

»

Le Conseil général continua de vivoter deux ans, mais Speyer se lassa de présider une organisation fictive et convoqua le 15 juillet 1876 à Philadelphie une conférence qui prononça l'auto-dissolution de l'Internationale. Celle-ci fut donc « suspendue » indéfiniment <sup>65</sup>.

Alors même que le Conseil général de New York était dissous, Marx préparait déjà le terrain pour la reconstitution d'une organisation à sa mesure dans lesquelles les « anarchistes » n'auraient pas le droit de cité. « Les événements de l'inévitable involution et évolution des choses pourvoient d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme plus parfaite <sup>66</sup>. » L'essentiel, dit-il, est de « ne pas laisser glisser entièrement de nos mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays ».

## Conclusion

Le 12 octobre 1873, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* publia une lettre de Bakounine aux « compagnons de la Fédération jurassienne » dans laquelle le révolutionnaire russe annonçait son retrait de la vie politique et sa démission de l'Internationale. Il y fait le bilan du congrès « anti-autoritaire » :

« Vous venez de remporter aujourd'hui, contre l'intrigue ambitieuse des Marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale, une victoire si complète.

« Puissamment secourus par vos frères de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Amérique, vous avez remis la grande Association internationale des travailleurs sur le chemin dont les tentatives dictatoriales de M. Marx avaient manqué de la faire dévier.

« Les deux Congrès qui viennent d'avoir lieu à Genève ont été une démonstration triomphante, décisive, de la justice et en même temps aussi de la puissance de votre cause.

« Votre Congrès, celui de la liberté, a réuni dans son sein les délégués de toutes les fédérations principales de l'Europe, moins l'Allemagne ; et il a hautement proclamé et largement établi, ou plutôt confirmé, l'autonomie et la solidarité fraternelle des travailleurs de tous

---

<sup>65</sup> Cf. G. Steklov, *Die Bakunistische Internationale*, p. 17.

<sup>66</sup> Marx à F. A. Sorge, 27 septembre 1873.

les pays. Le Congrès autoritaire ou Marxiste, composé uniquement d'Allemands et d'ouvriers suisses, qui semblent avoir pris la liberté en dégoût, s'est efforcé vainement de rapiécer la dictature brisée et désormais ridiculisée de M. Marx. »

Ce que dit Bakounine correspond *exactement* à la réalité du moment : on assiste à l'enterrement de la tendance marxienne et au succès éclatant du courant fédéraliste. C'est la même Association internationale des travailleurs qui continue son existence ; ce sont les marxistes qui s'en sont exclus eux-mêmes et qui se sont révélés comme des scissionnistes.

Bakounine termine sa lettre en affirmant que c'est en Allemagne que se trouve le centre de la réaction européenne, représenté « aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismark ». Cette réaction se propose comme objectif « la pangermanisation » de l'Europe ; « Elle a déclaré une guerre à mort à l'Internationale, représentée uniquement aujourd'hui par les Fédérations autonomes et libres. Comme les prolétaires de tous les autres pays, quoique faisant partie d'une république encore libre, vous êtes forcés de la combattre, car elle s'est interposée entre vous et votre but final, l'émancipation du prolétariat du monde entier. »

S'il est vrai que la victoire militaire prussienne a affirmé la prépondérance politique de l'Allemagne en Europe, le gouvernement allemand n'est pas le seul, loin s'en faut, à réprimer les Internationaux. Le gouvernement français élu au suffrage universel réprime impitoyablement ce qui reste de l'Internationale dans le pays, et les autres gouvernements n'en sont pas de reste.

Le succès éclatant qui fut le congrès international de Saint-Imier fut de courte durée, puisque l'expérience prit fin six ans plus tard.

La Fédération jurassienne décida à son congrès des 3-5 août 1878, tenu à Fribourg, de ne plus convoquer de congrès international. Il paraît donc nécessaire de s'interroger sur les causes qui conduisirent à la régression du mouvement ouvrier « anti-autoritaire ». Et surtout : quelles furent les causes internes au mouvement qui conduisirent à cette situation. Parmi les différentes causes qui conduisirent à la fin de l'Internationale anti-autoritaire, il en est une qui a été peu étudiée : le conflit larvé qui s'est développé en son sein entre une partie des militants qui seront les précurseurs du syndicalisme révolutionnaire et ceux qui s'orienteront vers l'anarchisme.

<b>De l'écrasement de la Commune à l'effondrement de l'Internationale marxisée .....</b>	<b>3</b>
<i>L'OFFENSIVE MARXISTE.....</i>	<i>3</i>
Avril 1870. — Scission dans la Fédération romande .....	3
17-23 septembre 1871. — La conférence de Londres.....	8
12 novembre 1871. — Création de la Fédération jurassienne .....	11
2-7 septembre 1872. — Le V <sup>e</sup> congrès de l'AIT à La Haye .....	14
L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT .....	17
Les deux congrès de Saint-Imier (15 septembre 1872).....	19
Les Jurassiens après La Haye .....	25
Le VI <sup>e</sup> congrès de l'Internationale (anti-autoritaire), Genève, 1 <sup>er</sup> septembre 1873 .....	27
<i>L'EFFONDREMENT DE L'AIT MARXISTE.....</i>	<i>28</i>
L'AIT en Allemagne .....	28
Le transfert du Conseil général de New York.....	33
Le congrès des scissionnistes marxistes de Genève .....	40
La Fédération anglaise et la bureaucratie de l'AIT .....	43
« La caisse du Conseil général était vide » .....	45
Dissolution du Conseil général.....	47
<i>Conclusion.....</i>	<i>48</i>